

Tribune socialiste

**ts**



HEBDOMADAIRE DU PARTI  
SOCIALISTE UNIFIÉ 3 F 50  
n° 649 du 15 au 22 mars 1975

**deux  
millions de  
chômeurs  
en 1975 ?**



**et si un jour  
ça se passait ainsi...**

# Sommaire

- ENERGIE : des risques pour 24 000 ans ... p. 4
- RENAULT : le jeu de la direction ..... p. 5
- BANGUI : une affaire de famille ..... p. 5
- CFDT : une interview des responsables d'Hacuitex ..... p. 6-7
- CHOMAGE : un emploi pour tous, c'est possible ..... p. 8-9
- NANCY : les requins des transports ..... p. 10
- BEZIERS : l'école ou le parc ..... p. 11
- LIMOGE : les Socialistes et la ZAC ... p. 11
- LYCEENS : la longue marche ..... p. 12
- FEMMES : Melun et Cochin ..... p. 13
- MOYEN-ORIENT : la révolution palestinienne à l'heure des choix ..... p. 14-15
- une interview de Mahmoud Hussein
- ce que refuse le FDPLP

## Calendrier politique

### ● Meetings PSU

- Mardi 18 mars, à 21 h, au café-restaurant « Aux deux Fleurets » 13, avenue Guibert - 78170 à la Celle Saint-Cloud, avec Geneviève Petiot.
- Mardi 19 mars à Nogent en Bassigny avec René Schulbaum.
- Vendredi 21 mars à Saint-Dizier avec Michel Mousel.
- Samedi 22 mars à Chaumont avec Pierre Regnier et Nicolas Bultat et une équipe de Lip-Besançon.

### ● Electronique-informatique

Réunion nationale le samedi 22 mars à partir de 10 h, 9, rue Borromée - Paris 15e. Débat à partir de la réflexion de camarades des Yvelines sur la CII et la CSF.

### ● Travailleurs africains

Le Front de Mobilisation des Travailleurs Africains et Immigrés organise un meeting d'information et de mobilisation le 15 mars à 20 h, 177, rue de Charonne. A propos de la carte de séjour, de la répression policière, de la lutte des foyers.

### ● Autogestion

Le « cercle autogestion » de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (27, rue Saint-Guillaume, Paris 7e) organise deux débats : mardi 18 mars à 17 h 15, avec A. Joxe : « l'armée au Chili, au Portugal et en France » ; jeudi 20 mars, à 16 h 50, avec V. Leduc : « le stalinisme et les communistes ».

### ● 6 heures avec l'armée

Samedi 15 mars, à la Fac de Sciences de Mont Saint-Aignan, à partir de 16 h : forums, chanteurs, théâtre, films. Meeting avec la participation de Ravet et Taurus.

### ● Répression militaire

Meeting de soutien à Claude Gilardi, ouvrier insoumis, qui risque deux ans de prison. 20 h 30, le jeudi 20 mars, au centre culturel Pablo Neruda de Corbeil.

### ● Uruguay en lutte

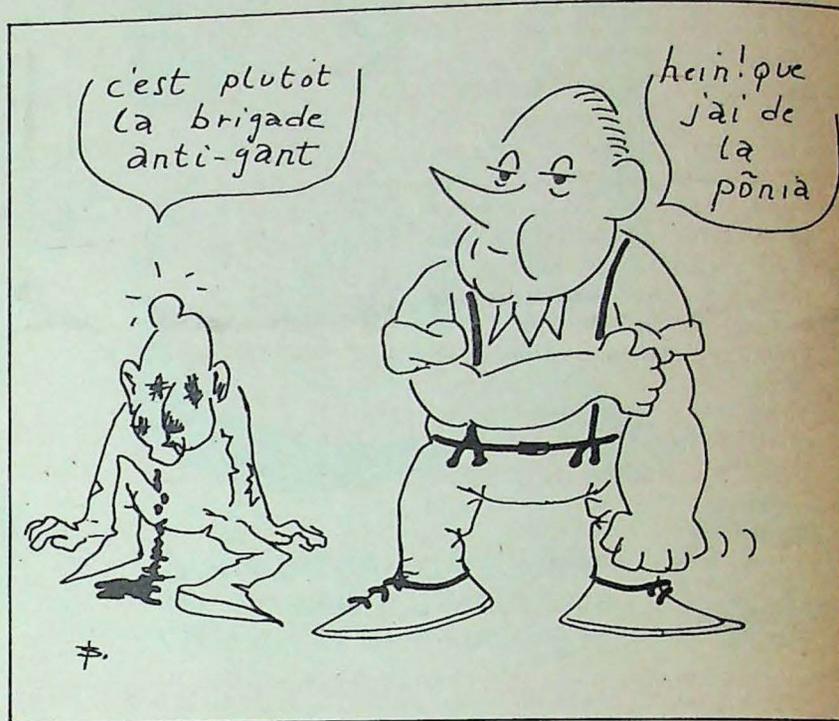
Gala de soutien à la Mutualité le jeudi 20 mars à 20 h 30 avec Numa Moraes, chanteur populaire uruguayen, et Colette Magny.

vient de paraître  
le courrier des  
entreprises

N° 25 - Prix : F 2.00

Commande et règlement à : Editions SYROS, 9 rue Borromée, 75015 PARIS.

# Les rafles de Ponia : un prétexte



A propos de l'explosion de la gare de l'Est, le ministre de l'Intérieur a lancé une vaste opération de police qui a moins pour but de découvrir les auteurs de l'attentat, l'enquête n'ayant encore donné aucun résultat sur la nature et l'origine de l'engin, que d'opérer un amalgame entre l'extrême-droite et l'extrême-gauche.

Le P.S.U. proteste contre ce type d'opération qui a toujours servi de prétexte au pouvoir pour accentuer sa répression contre les organisations révolutionnaires. Il souligne que dans les derniers jours, des agressions répétées de commandos d'extrême-droite contre les locaux de réunion de militants, n'ont donné lieu à aucune poursuite.

Plastiquage  
au  
Larzac



Auguste Guiraud de la Blaquière n'a dû qu'à la solidarité de sa maison d'échapper à la mort l'autre jour...  
Une seule riposte. Plus que jamais Mobilisation générale pour la journée nationale du 15 mars, et après !!!

**TEP**  
direction guy roland

11 au 23 mars  
BALLETS  
Théâtre  
du Silence.

17 rue Malte-Brun Paris 20 e  
M° Gambetta - tél 636 79 09

**ts** HEBDOMADAIRE  
DU PARTI  
SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Gilbert HERCET - Alain TLEMEN  
Rédaction : 566.45.64 - Administration : 566.45.37 - Publicité : REGIE-INFORMATION (770.40.18)  
Distribué par les N.M.P.P.  
Imprimerie d'HEBDO-T.C.  
Rédaction en chef : Philippe MARIELIE  
Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA  
Maquette : Chantal LENDER  
Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise CHAILLEUX  
Dir. publ. : André BARJONET  
9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.  
Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

CADET-PHOTO-COMPOSITION-75009 PARIS  
Imprimerie : ETC - 78190 Yvetot

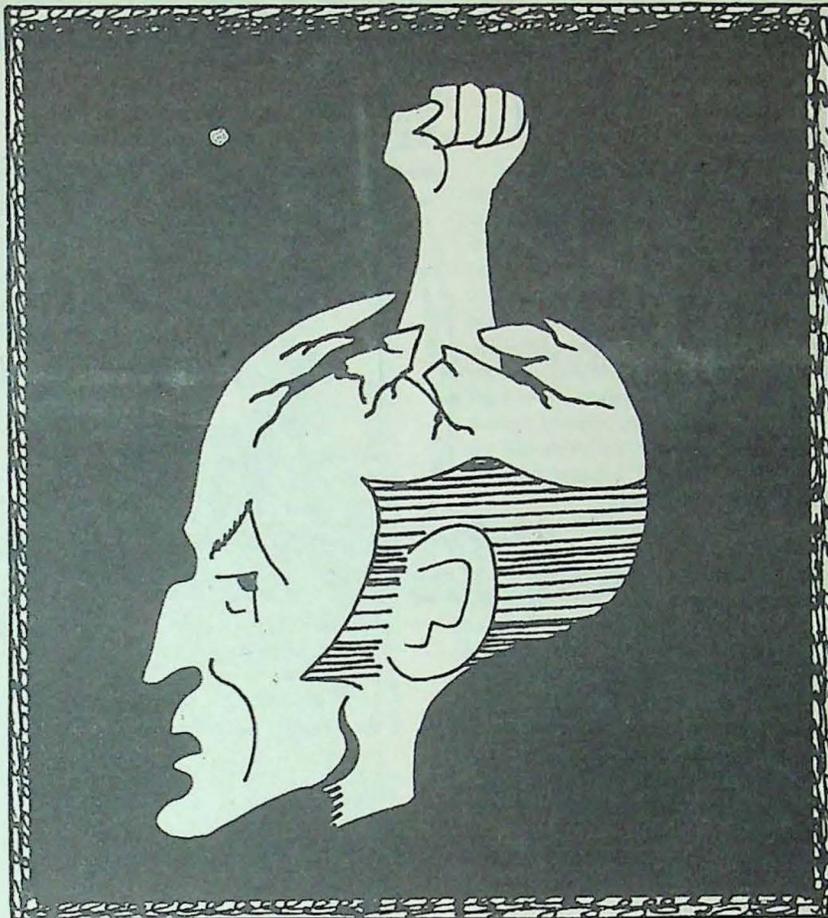
1 200 000 chômeurs complets, plus de 500 000 chômeurs partiels : ce sont des chiffres que le pouvoir ne parvient plus à dissimuler. Tout annonce qu'ils seront largement dépassés dans les mois qui viennent, si la politique actuelle du pouvoir et des grandes firmes patronales suit son cours. Très rapidement, la crise qui sévit durement dans le bâtiment, le textile et le cuir, l'automobile, l'aéronautique, le livre et la presse, gagne de nouveaux secteurs de l'industrie privée. Les services et la fonction publique n'y échappent pas. Elle s'y manifeste par le licenciement des auxiliaires et le blocage de l'embauche. Aux premiers touchés — immigrés, jeunes, femmes — s'ajoute un nombre de plus en plus considérable de travailleurs qui subissent d'une façon ou d'une autre, dans leur pouvoir d'achat et leurs conditions de travail, les effets d'une crise de l'emploi délibérément provoquée par le pouvoir.

les vœux de Ceyrac

Jacques Chirac vient encore de le confirmer : il entend poursuivre l'application du plan Fourcade, c'est-à-dire maintenir par la stagnation et même la récession imposée à l'économie, la pression sur les salaires et la consommation, favoriser par la concentration des entreprises et la restructuration de la production l'avènement du capitalisme « musclé », qu'appelle de ses vœux le Président du CNPF, M. Ceyrac. C'est une partie décisive qui se joue. L'enjeu politique est inséparable de l'enjeu économique. Si le plan d'austérité n'était pas brisé par une puissante offensive populaire, non seulement le patronat sortirait renforcé de la crise, mais le gouvernement en tirerait profit lorsqu'il jugerait le moment venu de jeter un peu de lest. Nous sommes dans la phase où la réaction des travailleurs peut être déterminante pour infliger une défaite au patronat et au pouvoir.

Conscient de la nécessité et

contre le chômage et le plan d'austérité :



une semaine pour l'unité populaire

de l'urgence de cette offensive, le PSU avait appelé à une action unie et prolongée contre le Plan d'austérité l'ensemble des organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière. Celles-ci semblent pour l'instant décidées à mener un jeu séparé. Le PCF mobilise de son côté et le rôle de l'union de la gauche se limite à

l'organisation de conférences de presse et de meetings réservés aux partenaires du programme commun.

Dans ces conditions, cette sorte de campagne électorale à vide servira surtout à la mise en valeur des actions menées par le PCF. Cette situation des partis de gauche retentit sur les centrales

syndicales. Alors qu'un accord général pour lutter contre la vie chère avait pu être conclu en 1973, pourquoi — dans une situation où se conjuguent les problèmes du pouvoir d'achat et ceux de l'emploi — a-t-on jugé inopportun d'unir les forces politiques et les forces syndicales dans une même action contre le pouvoir et le patronat, qui ont évidemment partie liée ? Une centrale mène sa propre campagne nationale de meetings. Une autre attend que surgisse l'étincelle de quelque « point chaud »...

Cependant les étincelles ne manquent pas. Des dizaines de luttes sont engagées pour l'emploi, les salaires, les conditions de travail ; et certaines se poursuivent depuis plusieurs mois. Ce qui fait défaut, c'est la popularisation de ces luttes, leur coordination et l'organisation d'une action d'envergure au plan national.

agir ou crier ?

C'est dans ce contexte que le PSU a décidé de lancer une semaine nationale d'action pour l'emploi, du 17 au 22 mars. Ses militants interviendront auprès de la population, auprès des travailleurs des entreprises et des services, comme auprès des chômeurs en appelant à la solidarité de tous, en dénonçant les responsabilités gouvernementales et patronales, en développant la revendication du contrôle ouvrier sur l'entreprise, et d'abord sur l'emploi.

Le PSU n'entend pas, comme d'autres, agir seul tout en criant « action commune ». Il cherchera à associer à ses initiatives les syndicats, les partis, les organisations qui voudraient s'y joindre. Aider à la construction de l'unité populaire, contribuer à créer les conditions d'une offensive victorieuse contre le plan d'austérité, tels sont les objectifs de la semaine nationale d'action.

Victor LEDUC ■

pour lutter il faut se regrouper...

— Vous voulez entrer en contact avec les militants P.S.U. de votre quartier ou de votre lieu de travail.

— Vous voulez être tenu au courant de nos initiatives et de nos campagnes.

— Retournez ce bon au P.S.U. 9, rue Borromée 75015 Paris.

Nom .....

Adresse .....

Profession .....

pour lutter il faut lire ts...

Un nom : .....

une adresse : .....

et un chèque de 100 F

(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F)

T.S. 9, rue Borromée - 75015  
CCP PARIS 5.826.65





écologie

# énergie nucléaire : des risques pour 24 000 ans

Le PSU a décidé, lors de la dernière session de sa direction politique nationale qui s'est réunie les 22 et 23 février, d'engager au plan national la lutte contre le programme français de construction de centrales nucléaires...

◆ Nous ne sommes ni des passésistes ni des obscurantistes. Nous sommes au contraire partisans de la plus large diffusion des connaissances scientifiques, et c'est à partir des informations que nous avons pu recueillir, malgré le black-out du gouvernement et de l'EDF, que nous avons adopté cette position. C'est pourquoi nous réfutons toute identification ironique aux opposants à la machine à vapeur du siècle dernier. En ce domaine, le ridicule a changé de côté, comme en témoignent les certitudes indémontrables des fanatiques du nucléaire.

Il ne s'agit pas seulement de ridicule : le plan bâclé du gouvernement français peut être lourd de conséquences — et même pour l'utilisation par la collectivité des énormes possibilités d'une industrie nucléaire parvenue à maturité — ce qui n'est pas le cas. Le PSU ne se contente pas de positions théori-

ques. Partout où le problème se pose, ses fédérations sont engagées au premier rang dans la bataille. Concrètement, le PSU est le premier parti en France à s'être engagé dans une lutte écologique en lui donnant sa dimension politique. C'est ce que nous voudrions exprimer ici.

## risques sans garantie

L'abandon de la filière française et le choix de la filière américaine (1968) ont précédé la définition du programme nucléaire actuel (1973) qui, malgré la date où il a été officiellement annoncé, a lui-même précédé la « crise énergétique ».

Cette bataille a fortement marqué les travaux de la Commission PEON (Production d'Electricité d'Origine Nucléaire) et explique son silence sur les problèmes de sécurité et sa légèreté sur le plan de l'efficacité économique : il s'agissait d'un conflit d'affaires, pas d'une réflexion sur l'avenir de la société française.

Les risques existent. Les « experts » en discutent savamment ; ils ne sont pas d'accord, moins sur leur existence — qu'à peu près per-

sonne ne nie — que sur leur évaluation. Dans ce domaine, le calcul de probabilité a-t-il un sens, si la probabilité est faible pour une intensité de risque considérable ?

Rappelons-les brièvement — car, pour l'essentiel, les scientifiques de l'appel des 400 ont, en France, mis en lumière les problèmes que l'on doit se poser :

— les risques dans le fonctionnement des centrales : les accidents ont été détectés à temps dans des centrales encore expérimentales ; qu'en sera-t-il lors d'un fonctionnement normal, impliquant une surveillance routinière, lorsque l'on sait que l'EDF économise sur la surveillance des centrales thermiques ?

— les risques dans le traitement des déchets : l'usine de la Hague existe ; elle sera la seule à traiter tous les déchets pour toute l'Europe jusqu'en 1980.

— les risques dans les transports de matières fissiles (alors que la défaillance humaine y est importante).

Tous ces risques posent le problème des conséquences des irradiations. Or, il n'y a pas de seuil dans le danger d'irradiation, même les doses minimales ont des conséquences.

A l'irradiation s'ajoute la pollution thermique. Les défenseurs du programme français rappellent que tout cycle énergétique provoque un échauffement. C'est vrai, mais on ne peut oublier que le programme adopté entraîne une concentration énorme de rejets d'eau à une température élevée sur certains fleuves et certaines côtes, mettant en péril l'équilibre climatique et écologique.

## calculs tronqués

Bien sûr, il ne s'agit que de risques ! Mais tant que l'on n'aura rien trouvé de mieux que des « probabilités statistiques » au surplus contestées pour se prémunir contre eux, ils suffiraient à exiger l'arrêt du programme.

Mais alors pourquoi le pouvoir et l'EDF acceptent-ils si facilement de prendre un tel pari sur l'avenir ?

Le premier argument vise à asséner la démonstration que l'on produira de l'énergie au prix le plus bas possible. C'est d'abord supposer que l'électricité s'adapte à toutes les consommations énergétiques. Or on sait que, même selon les calculs actuels, l'électro-nucléaire revient plus cher pour les utilisations thermiques (industrielles et encore plus domestiques) que la consommation directe de fuel.

Mais, même les comparaisons de coût entre les productions d'électricité d'origine nucléaire et thermique n'offrent aucune certitude quant à la rentabilité. Déjà d'ailleurs les estimations du prix du kWh nucléaire varient du simple au double selon les experts. De sorte que la rentabilité... économique intrinsèque du programme français n'est-elle nullement démontrée.

Quant aux deux arguments concernant l'indépendance nationale et le développement des exportations, ils cachent mal la seule vraie motivation du programme : saisir la crise pour assurer le « redéploiement » de l'industrie française et insérer la France dans de nouvelles relations impérialistes.

Dans le même temps, il fait de la France un courtier entre le capitalisme américain et les pays du tiers-monde qui peuvent devenir ses clients. Comme le dit M. d'Ornano, « le solde sera positif entre les redevances que nous devons payer et les exportations auxquelles nous pourrions procéder ».

Du côté des clients : le choix de la filière américaine se justifie principalement par l'existence d'un marché potentiel pour lequel on ne veut pas recommencer l'expérience du SECAM. On escompte qu'ainsi l'industrie française pourra conquérir des positions, non seulement en vendant des centrales, mais aussi en assurant la maintenance (20 ans de présence de techniciens français).

Du côté américain : les relations ne se limitent pas aux versements de redevances. On envisage des accords entre les firmes qui se rattachent à chacune des deux versions (eau bouillante et eau pressurisée) pour certaines réalisations à l'étranger, voire pour les surrégénérateurs (l'accord Technicatome-Bechtel, par exemple).

C'est en ce sens que le programme nucléaire français est lié à la crise énergétique et à la crise tout court. Déjà prévu avant qu'elle éclate, il est justifié par les problèmes nouveaux qu'elle pose. Cela éclaire parfaitement la nature de la crise, tant au niveau mondial que sur le plan français ; il s'agit d'une restructuration — douloureuse, souvent brutale, du capitalisme mondial.

A la logique apparente : il faut de l'électricité, donc du nucléaire, donc développer certains secteurs d'activité, se substitue la logique inverse : il faut réorganiser la division internationale du travail, le nucléaire en est un bon moyen, donc il faut développer la demande d'électricité (d'où la propagande pour le tout électrique).

Et voilà ce pourquoi certains acceptent de gaieté de cœur de prendre des risques pour 24 000 ans...

Michel MOUSEL

## P.S.U. - Documentation

Vient de paraître

N° 75.76.77 Le P.S.U. dossier d'accueil F. 4.00

N° 78.79 Sur la question agraire F 3.00

Numéros disponibles :

N° 22 - 23 Sur le mouvement politique de masse 2.00

N° 24 - 25 La police dans la lutte des classes 2.00

N° 26 Rosa Luxembourg 1.00

N° 27 - 28 La crise du système monétaire international 2.00

N° 42.43.44 Le mouvement révolutionnaire et l'Université 3.00

N° 45 La lutte des femmes dans l'habillement et le textile 1.50

N° 51 Le recrutement 1.00

N° 52.53.54 Quand les patrons vont à l'école 3.00

N° 62.63.64 Le Capitalisme et la Fiscalité 4.00

N° 67.68.69 Capitalisme et Consommation 4.00

N° 70.71.72 coopération du néo-colonialisme 4.00

N° 73.74 animation de la réunion de section 3.00

Abonnement : 20 N° F 30.00

A adresser à :  
Editions Syros  
9, Rue Borromée. 75015 Paris  
C.C.P. 19 706 28 Paris

Renault :

## le jeu de la direction

social



La direction de la Régie Renault semble maintenant bien décider à casser le mouvement des OS du Mans. Au Mans même, pour bien montrer aux ouvriers qui coulent les cadences qu'ils ne toucheront pas leur paye intégralement, elle a d'abord réduit les horaires de deux, puis de quatre heures dans les ateliers concernés par la lutte. Dans les autres usines, elle réduit également les horaires en divisant de surcroît astucieusement les ouvriers : certains ateliers travaillent pendant que d'autres chôment.

La Régie refuse d'ouvrir des discussions tant qu'il y aura des mouvements. Le « rendez vous » du 18 mars risque donc de ne pas avoir lieu. Et elle maintient les licenciements à Billancourt.

Aux premières réductions d'horaires, la CGT et la CFDT ont répondu au Mans par un appel au débrayage. C'était un test important ; il a été concluant puisque la grève a été suivie par 85 % des ouvriers qui ont décidé de continuer la réduction des cadences.

Les ouvriers refusent par ailleurs de quitter l'usine quatre avant la fin

de leur journée. Ils vont même plus loin ; ils travaillent à peu près normalement durant les heures de « lock out » et ne font presque rien durant les autres, histoire de narguer les diktats de la direction.

Un problème se pose tout de même : « combien de temps cela peut-il durer s'il ne se passe rien ou presque dans les autres usines ? »

Il semble en effet que le refus de l'épreuve de force reste toujours le maître-mot des organisations syndicales, et surtout de la CGT. Il n'est toujours pas question de passer à un cran supérieur. La CGT se satisfait du témoignage des mécontentements : débrayages limités, sans liens les uns avec les autres, pétitions et délégations multiples.

Il faudrait aller plus loin. Renault remet en cause à la fois le plan d'austérité du gouvernement et l'organisation capitaliste du travail à travers la bataille sur les classifications : c'est en ce sens qu'une victoire, même partielle, des travailleurs de Renault est absolument nécessaire.

D.J. ■

Giscard à Bangui :

## une affaire de famille et de gros sous

Ainsi, le « Giscard Magic Circus » s'est déplacé l'autre semaine jusqu'au cœur de l'Afrique. Avec quelques-uns de ses « animaux sages », et d'abord : Fourcade, ministre des Finances et Abelin, ministre de la Coopération...

A ce sommet franco-africain « informel » (le premier du genre avait eu lieu en novembre 1973 à Paris autour de Pompidou), la famille est apparue bien clairsemée. Il y avait les survivants de la vieille garde gaulliste : Bokassa de République Centrafricaine, Senghor du Sénégal, Houphouët Boigny de Côte d'Ivoire ; Bongo, le jeune loup du Gabon, et Rangelam de l'Ile Maurice ; et puis les nouveaux venus : Micombero du Burundi, Habyarimana du Rwanda, Manchan des Seychelles. Le Dahomey, le Zaïre, le Togo, le Mali étaient représentés. Manquaient à l'appel : le Cameroun, qui joue cavalier seul ; Madagascar et la Mauritanie, qui ont pris leurs distances depuis deux ans ; le Congo progressiste et le Tchad — en bouderie chronique.

Pourquoi ce déplacement ? On peut faire confiance aux services

promotionnels de l'Elysée : ce n'est pas par hasard que le premier voyage officiel de Giscard à l'étranger s'est effectué en terre centrafricaine...

### ranimer la flamme

L'ordre du jour était chargé pour un « sommet » qui, à force de contre-temps, n'a pas duré vingt-quatre heures. Mais le but n'était pas d'approfondir les dossiers ou de déboucher sur des décisions. Il était plutôt de confronter les points de vue, et surtout de ranimer la flamme...

D'affirmer à nouveau au-delà des péripéties, la permanence de liens privilégiés entre la « Métropole » et l'Afrique francophone ; en même temps, d'en terminer avec la « crise de la coopération » qui a marqué le règne de Pompidou ; enfin, de rassurer les uns et de séduire les autres par un nouveau « style » de rapports...

Le communiqué final est remarquablement vague et « planétaire » : les Etats représentés s'assurent mutuellement de leur

confiance et de leur solidarité ; ils souhaitent « la réalisation d'un ordre économique mondial nouveau... »

De quel ordre peut-il s'agir ? D'un ordre qui serait à l'image de la « coopération Giscard » : c'est-à-dire celui du grand capital, des multi-nationales (Abelin, qui multiplie les sièges d'administrateur, en connaît un rayon) ; celui de l'internationale des bourgeoisies technocratiques et financières.

Oui, l'ère de la Coopération à la Foccart semble achevée : fini le paternalisme archaïque, les magouilles à la petite semaine, le sentimentalisme gaullien, le néo-colonialisme de « faire-valoir direct »... Aujourd'hui, c'est du donnant-donnant, du rendement à grande échelle, des accords multilatéraux sur de grands projets juteux. Dans cette perspective, la création d'un fonds de solidarité pour les pays les plus démunis (sans ressources et sans accès à la mer) n'est guère plus qu'une aumône...

### sans regret

Abelin, Fourcade, Giscard misent sur les nouvelles générations qui approchent du pouvoir en Afrique et remplacent peu à peu la couche de responsables mis en selle lors des indépendances. Les jeunes cadres sont mieux formés ; ils sont réalistes et ambitieux ; ils ont le sens de leur

politique



intérêt ; pour la plupart ils ont renoncé à tout espoir de révolution. Ceux qui y sont restés fidèles sont morts, en prison ou en exil : l'Afrique, aujourd'hui, c'est simple !

C'est sans regret que le gouvernement français abandonne aujourd'hui un style d'assistance économique, technique et militaire qui a fait son temps mais qui est devenu trop « voyant », et surtout inefficace... Désormais, les fonctions de gestion, d'encadrement, de répression seront plus volontiers laissées aux autochtones !

Et ce n'est pas par hasard si les « anciens » du sommet de Bangui sont les hommes du dialogue avec l'Afrique du Sud : Senghor, Houphouët Boigny, Bokassa, Bongo. Et ce n'est pas non plus un hasard si Giscard a fait plusieurs appels du pied à l'Angola et au Mozambique prochainement indépendants : on en connaît les fabuleuses potentialités énergétiques, agricoles et minières. Enfin, ce n'est pas un hasard si l'avisé Giscard visitera bientôt le Zaïre, le plus grand pays du continent noir, et sans doute, le plus riche.

René LANARCHE ■



social

CFDT : la préparation

# une interview des responsables

« C'est dans les luttes que se crée l'union des forces populaires »

**TS :** Pourquoi ce texte, élaboré avant même que l'ordre du jour du conseil national d'avril ne soit décidé ?

Depuis plusieurs années, le problème de la stratégie globale

été prise sans débat préalable dans l'organisation. Et parce que nous étions en désaccord sur le fond.

**TS :** En raison de la nécessaire indépendance du syndicat vis-

tage des tâches : l'économie et le social aux syndicats, la politique aux partis. Mais vous semblez minorer le rôle des partis.

Pas du tout : les syndicats ne peuvent pas tout faire et les partis

concrètement dans l'action, et plus particulièrement lors des conflits, que les travailleurs prennent conscience de l'exploitation et de toutes les structures répressives qui contribuent à maintenir cette exploitation. Elles débouchent sur une nouvelle pratique syndicale où les travailleurs prennent une plus grande place. Elles font découvrir la nécessité du socialisme.

**TS :** quel est le rôle spécifique des partis dans ce processus ? Les partis restent maîtres de leur politique et peuvent intervenir à tous les niveaux, y compris dans l'entreprise. Leur intervention est d'ailleurs relativement limitée dans les entreprises : c'est beaucoup plus sous forme d'expression et de soutien aux travailleurs en lutte qu'ils peuvent s'exprimer.

**TS :** Mais reconnaissez-vous aux sections politiques d'entreprise le droit à une véritable action autonome ? Et si oui, laquelle ?

Nous n'avons pas à interdire les cellules ou sections politiques d'entreprise : c'est aux partis d'en décider ; c'est à elles aussi de décider de la forme de leur action. Nous n'avons pas d'opposition de principe à y apporter.

**TS :** Même si les syndicats jouent de plus en plus un rôle politique, il faut bien à un moment donné articuler luttes sociales et actions plus spécifiquement politiques. Sur quels terrains, à quel moment et comment ?

Des luttes communes animées par les organisations syndicales et politiques doivent s'engager. Elles doivent porter sur des aspects surtout extérieurs à l'entreprise. Actuellement notamment, il y aurait lieu, plus que jamais, à mener des luttes ensemble sur l'emploi, les salaires, la retraite, la défense des libertés syndicales et politiques. Une action commune devrait pouvoir se développer au niveau des localités et des régions.

Si les luttes doivent partir de l'entreprise sur les problèmes des travailleurs, il ne faut pas opposer action diversifiée et action globale, d'ailleurs, cela s'est toujours fait dans le mouvement ouvrier. Il faut aussi une action d'ensemble sur les problèmes généraux communs à tous les travailleurs afin de combattre le capitalisme dans toute son étendue. Et c'est certainement dans cette mesure que syndicats et partis peuvent lutter le plus efficacement ensemble.



est au centre de nos préoccupations fédérales. Lors du congrès de 1970 déjà, nous avons présenté un contre-texte. En octobre 1972, nous avons pris sur le programme commun une position différente de celle de la confédération. En avril 1974, à la mort de Pompidou, nous étions dans une période de forte montée des luttes en France qui se sont traduites dans la mobilisation au moment des élections : mais, pour nous, cette mobilisation n'est pas due uniquement à la dynamique du programme commun, mais essentiellement à la combativité ouvrière. Notre congrès de mai 1974 a largement discuté de ces problèmes et pris des positions importantes, notamment sur la conquête du pouvoir politique d'Etat, et économique, dans leur dimension internationale.

**TS :** Le lancement des Assises pour le socialisme a-t-il contribué à accélérer votre évolution ?

C'est dans la logique de nos prises de position antérieures que nous avons poursuivi notre réflexion. Notre conseil fédéral de juin a pris position contre l'appel du BN du 27 mai qui devait aboutir à la constitution de la troisième composante pour rejoindre le PS. Et nous lançons un appel pour qu'un large débat s'instaure dans l'organisation sur la participation de la CFDT à cette restructuration de la gauche.

**TS :** Pourquoi ?

Parce que cette décision avait

à-vis des partis ? Mais tout le monde s'en réclame, dans la confédération !

La confédération parle d'indépendance au niveau des textes et met surtout l'accent sur le non-cumul des mandats. Cette condition remplie, elle estime qu'il n'y a plus de problème. Mais personne ne peut soutenir que la CFDT n'a pas été engagée dans cette opération de restructuration du PS.

**TS :** Qu'entendez-vous, vous, par indépendance ?

Dans l'état actuel des choses, il est nécessaire et logique qu'il y ait non-cumul, mais cela n'est pas suffisant. L'indépendance, à notre avis, est la liberté et la possibilité pour l'organisation syndicale d'être maître de ses analyses, de ses positions, de ses actions. Mais l'indépendance résulte aussi d'une pratique syndicale et politique.

Nous employons de préférence le mot indépendance au mot autonomie. L'autonomie est un repli sur soi, on a la prétention de ne pas s'occuper des événements extérieurs. Alors qu'il faut les prendre en compte et poser les problèmes en terme d'alliance tout en restant maître de ses décisions.

**TS :** Quel type d'alliance ? Certes, dans votre texte, vous rejetez l'apolitisme et l'anarcho-syndicalisme, vous refusez le par-

ont également des responsabilités. Nous ne nous situons pas dans la thèse anarcho-syndicaliste qui nie le rôle des partis politiques.

La CFDT entend mener l'action avec les autres forces anticapitalistes. Mais le syndicalisme a aussi un rôle d'éducation politique : la mobilisation des masses est une nécessité pour la transformation de la société de manière durable et irréversible. Et le syndicat, s'il n'a aucunement vocation à prendre le pouvoir, doit permettre aux travailleurs d'y accéder.

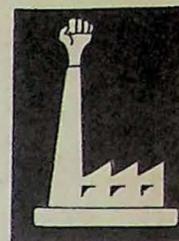
**TS :** Comment ? Ou, en d'autres termes, quelle est la fonction politique du syndicat ?

L'action syndicale a un double but. D'abord, elle part des problèmes concrets des travailleurs, elle les mobilise à partir de l'élaboration des revendications et de son prolongement dans l'action afin de s'attaquer aux conséquences de l'exploitation et de permettre, à partir d'un rapport de force, une situation moins intolérable.

A partir des luttes, l'action syndicale permet également de faire découvrir aux travailleurs qu'ils ne se battent pas seulement contre un patron mais contre le système capitaliste qu'il faut supprimer.

Les luttes prennent alors un aspect plus politique. Et c'est

# de la fédération Hacuitex



Dirigée jusqu'en 1970 par Frédo Krumnov, avec maintenant pour secrétaire général Roger Toutain, elle est l'un des fers de lance de l'opposition de gauche dans la confédération depuis de nombreuses années, et s'est montrée très réticente devant le rôle qu'a joué la CFDT dans la restructuration du Parti socialiste. Les membres du secrétariat général de l'organisation ont accepté de faire le point avec nous.

**TS :** Vous vous prononcez dans votre texte contre des accords formels entre syndicats et partis sur des objectifs de transformation. Pourquoi ?

Nous avons effectivement refusé des accords de sommet. Pour certains, ils étaient le moyen de l'union des forces populaires, alors que, pour nous, c'est dans les luttes communes que doit se créer et se développer l'union des forces populaires qui agissent ensemble sur des bases de classes. C'est la grande différence — et elle est importante — avec les positions confédérales.

**TS :** Comment comptez-vous alors contribuer à la victoire des forces de gauche ?

L'accession au pouvoir des partis de gauche nécessite une mobilisation générale des travailleurs. Que les partis accèdent au pouvoir à l'occasion d'un mouvement d'ampleur nationale ou d'élections, elle est indispensable. C'est donc à partir de cette mobilisation que nous devons engager des luttes de masse et de classe pour neutraliser le patronat, imposer les revendications prioritaires des travailleurs (qui pour nous demeurent salaires, retraite, conditions de travail, garantie de l'emploi par une réduction importante de la durée du travail) et imposer des droits nouveaux (droits syndicaux pour l'ensemble des travailleurs, jeunes et immigrés notamment, droit aux informations économiques et financières de l'entreprise, véritable statut unique).

**TS :** Et si les partis de gauche vous demandent alors de patienter ?

Sur ces problèmes de revendications prioritaires et de droits nouveaux, il ne peut y avoir de patience.

Ceci dit, il ne faudra pas se tromper d'adversaire, d'où la nécessité d'analyses sérieuses et permanentes. Mais souvent, sous prétexte de patience, c'est la droite qui se réorganise et revient au pouvoir. Nous devons donc, aussi, en tirer les conséquences, vu les expériences que nous avons connues dans le passé et dans d'autres pays.

**TS :** Pour vous, la transition commence à quel moment ?

Le terme de transition au socialisme est un peu ambigu. Pour nous, il est synonyme de construction du socialisme. La transition ne commence donc

pas dès que les partis de gauche occupent le pouvoir politique. Dans un premier temps en effet même s'ils ont été conquis, les pouvoirs dominants — politiques, économiques, appareil d'Etat — n'ont pas été profondément mo-



difiés. La construction du socialisme ne commence qu'avec la modification de ces pouvoirs. En ce sens, le Chili n'était pas en période de transition : il ne faut pas oublier que la mobilisation populaire est indispensable à tous les stades pour éviter tout retour en arrière, mais aussi toute déviation bureaucratique ou technocratique.

**TS :** Au congrès de Nantes, vous aviez présenté un texte avec les fédérations des PTT et des services-libre sur la transition, qui avait été soutenu par de nombreux militants. Un certain nombre d'entre eux ont adhéré au PS et en particulier au CERES. Quels sont vos rapports avec eux ?

Effectivement, des camarades proches de nos positions ont fait d'autres choix en privilégiant la conquête du pouvoir politique à l'aide d'un grand parti socialiste électoraliste. C'est à notre avis un choix plein d'illusion en fonction de la réalité du PS qui ne prend pas réellement en charge les luttes des travailleurs même si le CERES se situe à gauche dans le P.S.

Cette restructuration du P.S. a déjà eu des conséquences négatives sur la riposte globale de la classe ouvrière face à l'offensive du pouvoir.

**TS :** Au delà des divisions actuelles sur la stratégie politique, des convergences sont-elles possibles sur le plan syndical ?

Bien entendu : des convergences existent avec ces camarades qui restent proches de nos analyses et de nos positions. Nous continuons à rechercher avec eux des positions communes sur les axes fondamentaux de l'organisation et de l'action concrète face aux problèmes immédiats et urgents de la classe ouvrière. Il s'agit donc d'une convergence réelle qui n'exclue pas une

de la CFDT : les militants doivent comprendre les choix de l'organisation. Depuis le congrès de Nantes, elle est en retrait sur ses positions antérieures. Il est grand temps de redresser la barre à tous les niveaux.

**TS :** Vous avez bon espoir ?

Oui. La CFDT a toujours su se situer à chaud face aux événe-

ment confrontation ouverte sur la stratégie politique.

**TS :** Que comptez-vous faire maintenant ?

La façon dont nous posons les problèmes dans notre texte a beaucoup d'écho : elle correspond bien aux préoccupations des militants qui luttent dans les entreprises. La preuve : de tous côtés, on nous le demande pour en discuter.

Nous devons faire apparaître les clivages qui existent au sein des militants. Les stratégies élaborées par certains volent alors en éclat. D'autre part, les travailleurs se reconnaissent dans une certaine pratique des militants CFDT. La lutte des LIP et les résultats des dernières élections professionnelles qui s'y sont déroulées le prouvent.

Propos recueillis par  
Monique GRIMA ■

## Librairie Liste N° 2

GUIDE DU MILITANT - D. Langlois	
LE SEUIL	23,00 F
SOUVENIR D'UN MILITANT - E. Depreux	
FAYARD	50,00 F
LE METIER DE MILITANT - D. Mothé	
LE SEUIL	7,00 F
LA GAUCHE ALLEMANDE. 1920 - 1922.	
SPARTACUS	10,00 F
LE SAUVETAGE DU BAC - M. Charlot	
LE CERF	16,00 F
LE MARXISME CONTRE DICTATURE - R. Luxembourg	
SPARTACUS	5,00 F
Prix réel	111,00

NOTRE PROPOSITION : F. 100,00 FRANCO

Commande & Règlement à : EDITIONS SYROS. 9  
Rue Borromée. 75015 Paris - C.C.P. 19 706 28 PARIS



social

Occupier, bloquer les transferts de machines, populariser la lutte par des ventes sauvages ou par des actions spectaculaires hors de l'usine, telles sont les formes de lutte développées depuis six mois contre les licenciements collectifs, les fermetures d'usine ou les réductions d'effectifs et d'activité.

● **Everwear** (Saint-Quentin) : occupation par 200 ouvrières d'une usine fabriquant des couvre-lits lavables, appartenant

# un emploi pour tous :

— aux **Tanneries d'Annonay** : occupées depuis le 12 juillet ;

— **Radiac (électronique)** à **Briare** : 50 salariés qui occupent depuis le 12 octobre ;

— **Big Chief (La Roche sur Yon)** où la lutte reprend 10 jours après l'arrivée d'un nouveau patron ;

— **Ets Beauvais (confection)** à **Bordeaux** : 250 personnes occupent depuis le 8 janvier ;

— **Mapa-Fit** (liée à Hutchinson cette usine fabrique des chaussures de caoutchouc), à Chababres dans l'Aude : 300 salariés occupent depuis le 8 janvier ;

— après trois semaines de grève en février — obtenu des garanties d'emploi et empêché le 3 mars que le patronat ne déménage du travail non terminé (des citernes) vers une autre usine. Chez **Helier**, une cartonnerie dans le Jura, les licenciements ont été annulés après six jours d'occupation.

C'est donc un courant très vaste de riposte aux licenciements qui se développe actuellement. Trop souvent certaines luttes restent cloisonnées, mais une solidarité régionale commence à se faire jour grâce à une meilleure circulation de l'information, grâce à l'aide de paysans-travailleurs et la prise en

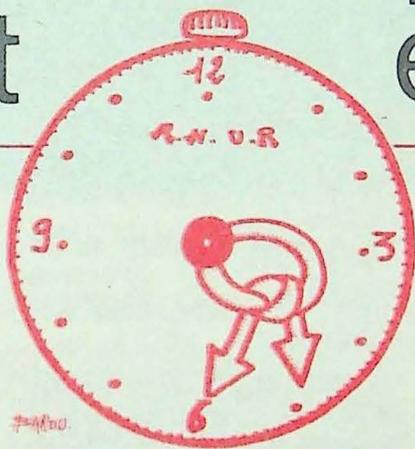
La Fatalité... connais pas un emploi. Giscard « Ce n'est pas ma faute, l'étranger c'est la même chose », à lancer l'économie », à

Giscard et le patronat organiser l'économie, pour et de lui imposer des sacrifices

Les patrons essayent de traitant chacun de façon dans de nombreuses entreprises l'offensive, occupent, men l'unité. Les revendications leurs veulent imposer passage de travail sans perte de res ces ; la retraite à 60 ans ; le temps de travail.

## la résistance aux licenciements dans les entreprises :

# Quand Lip fait école...



au groupe Ventona. En lutte depuis le 10 février 1975, elles produisent à leur compte des nappes et des couvre-lits. Lip a fait école.

● **Wernert** (à Bauménil dans les Vosges) : du 7 janvier au 12 février, 15 ouvrières ont fabriqué et vendu des tabliers. Le patron a été obligé de reporter sa décision de fermer l'atelier.

● **Buda** (Toulon) : depuis le 31 juillet, 50 ouvrières — malgré des intimidations, des commandos venus enlever les machines — tiennent bon.

● **Manuest** (Vosges) : dans la petite ville de Chatenoy, après des mois de lutte, de production sauvage de meubles (avec un stand à l'entrée du salon), les travailleurs ont créé une coopérative ouvrière. Mais ils restent vigilants face aux structures gestionnaires mises en place.

Mais ce ne sont que quatre exemples. Des « mini-Lip » ont existé parmi les mécaniciens de **Lorient**, les filles de **Cerisay**, aux salaisons de **Pédenec**, chez **Piron** à **Bretoncelles**, chez **Isotube** à **Marquettes**, chez **Gringoire** à **Mantes**, chez **Darboy** à **Montreuil**. Là où il est difficile d'organiser une production et une vente sauvage, les actions d'occupations et de popularisation sont nombreuses.

### les occupations

On peut signaler des occupations qui tiennent bon :

— **Griffet** (fabrique de grues), 400 salariés : occupée depuis le 10 janvier. Les travailleurs vont aux meetings avec des grues dans les rues de Marseille pour faire connaître leur lutte.

Mais il faut ajouter **Valstar** à Arcueil, **Périer** à Cholet (532 licenciements annoncés), l'ensemble des usines de bois déroulé **Océan** (filiale de Pont à Mousson), l'imprimerie **Chaufour** à Vitry, **Grandin** à Montreuil, **Amissol** à Clermont-Ferrand, **Vertout-Ferodo**. La liste serait longue...

Les occupations, souvent menées par des femmes, s'accompagnent maintenant de contacts entre différents travailleurs d'une même région en lutte (par exemple ceux de **Bergès** et **Badin** à Toulouse, de la **SEMM**, **Big-Chief** et **Périer** sur Nantes et Saint-Nazaire).

Dans de nombreux cas, des luttes ont fait reculer le patronat : chez **Schlumberger** où Riboud a dû s'expliquer devant des centaines de grévistes, les licenciements ont été suspendus ; à la **STEFI** (Terrenoire, près de Saint-Etienne) les travailleurs ont

compte que le chômage touche toute une région.

Il faut souligner que si la mobilisation est forte dans les usines, elle l'est beaucoup moins pour ceux qui restent sur le pavé. Le chômeur reste trop souvent isolé. Dans quelques cas cependant les licenciés d'une même usine ont continué à se réunir et commencent à agir dans les ANPE. Face au morcellement, une action unitaire de toutes les forces politiques et syndicales est nécessaire.

Sur le front du chômage partiel, la riposte s'organise également. **Renault** en est l'exemple le plus frappant. Mais à **Usinor** (Dunkerque et Denain), chez **Jaeger**, aux cycles **Peugeot**, à **Beaulieu**, aux fonderies de **Mousserolles** (près de Bayonne), chez **Rhône-Poulenc-textile**, chez **Berliet** les grèves se multiplient. Elles remettent en cause les projets de chômage partiel, posent comme exigences le maintien intégral du salaire, la réduction du temps de travail, la cinquième semaine de congés payés, la fin du travail posté et la baisse des cadences.

C'est toute une conception de la productivité qui est ainsi remise en cause. A l'heure où le grand patronat parle de relance économique, ces conflits dont certains d'ampleur nationale (à Rhône-Poulenc-textile notamment) prouvent que la lutte ouvrière n'a pas besoin des crédits et des autorisations de Fourcade...

Yves SPARFEL ■

Depuis 1968 le nombre de femmes demandeuses d'emploi n'a cessé de croître. Avec la crise, cette forte demande d'activité des femmes s'accompagne d'une montée du chômage féminin : en 1974, il y avait près de 200 000 femmes demandeuses d'emploi non satisfaites, soit plus de la moitié des demandes totales.

On dit toujours : en temps de crise, les femmes et les immigrés sont les premiers touchés. Car dans les entreprises, la « restructuration » se fait souvent en supprimant d'abord les emplois d'O.S. qui sont remplacés par les machines. Or, il se trouve que ce sont les femmes sous-formées qui occupent dans l'entreprise des postes d'ouvrières et aussi des postes dans le secteur tertiaire. Ainsi les travailleuses représentent les deux tiers des smicards.

Les luttes ne sont pas la seule affaire des hommes, y compris en matière d'emploi : les femmes de Lip par exemple ont pris une part active à la lutte et elles racontent : « Nous les femmes, nous avons été transformées par le conflit, mieux regroupées. Nous nous laissons moins marcher sur les pieds. Avant le conflit, quand il y avait quelque chose qui n'allait pas, certaines allaient rouspéter auprès du chef, mais individuellement. Et ça n'allait pas plus loin. Elles se faisaient montrer du doigt par les chefs elles étaient les râleuses. Maintenant, on en discute ensemble en groupe et on fait front ensemble. » Et leur exemple a été suivi :



# c'est possible...



! 1 300 000 chômeurs cher-  
u coin du feu » leur déclare :  
« n'y peux rien, regardez à  
se ». Chirac se refuse à « re-  
er le plan d'austérité.

isent donc la crise pour réor-  
er de briser la classe ouvrière  
es.

diviser les travailleurs en les  
érente. Face à cette tactique  
ises, les travailleurs prennent  
nt des actions en préservant  
les solutions que les travail-  
nt par : la réduction du temps  
ources ; la baisse des caden-  
mps de transport inclus dans le

◆ Malgré l'optimisme de fa-  
çade engendré par une lé-  
gère reprise des exporta-  
tions en janvier, l'industrie au-  
tomobile reste mal en point. Le  
marasme de l'automobile incite  
les patrons à limiter leurs stocks  
au minimum, quand ils ne sont  
pas contraints de les brader  
comme Ford l'a fait jusqu'en fé-  
vrier.

Partout l'ajustement de la  
production à la demande est la  
règle et détermine par consé-  
quent une augmentation mas-  
sive et généralisée du chômage  
partiel. Il va de soi que l'espoir  
d'une légère reprise saisonnière  
au printemps peut inciter quel-  
ques entreprises à fournir à leur

nitaires ». Ils savent faire le  
vide. Si l'Europe a l'habitude de  
lire son avenir dans l'évolution  
américaine présente, on peut  
méditer sur les chiffres améri-  
cains et en apprécier toute la  
brutalité :

● Chrysler au 6 janvier : 39 400  
ouvriers licenciés définitive-  
ment sur 117 000 ;

● General Motors : 91 000 au  
total, du début 1974 à février ;

● Ford : en novembre 1974,  
13 000 licenciés ; en janvier  
1975, 27 000 licenciements défi-  
nitifs et 48 000 temporaires...

Oui la bataille sera dure. Si  
l'on veut éviter la démoralisation

et, à terme, la désagrégation de  
la classe ouvrière elle-même,  
cette lutte ne peut être menée  
que de façon extrêmement é-  
nergique pour :

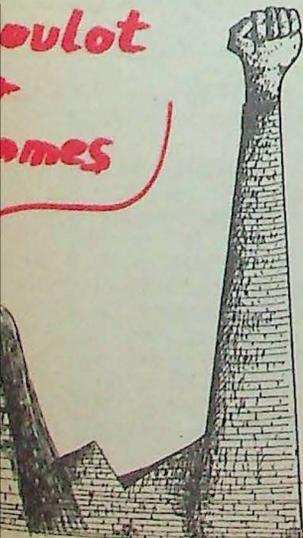
- l'arrêt des licenciements ;
- la péréquation, ou réparti-  
tion, ou échelle mobile des heu-  
res de travail avec maintien in-  
tégral des ressources ;
- le contrôle de l'embauche,  
des mutations et de la formation  
par les syndicats et comités  
d'entreprises ;

● à Cerisay, les employées  
avaient imposé en 1973 la réem-  
bauche de leur déléguée syndi-  
cale, malgré toutes les pressions.  
Elles s'étaient organisées pour  
faire des chemisiers à l'extérieur  
de l'entreprise. Cousteau, « mé-  
content » s'était amusé à licencier  
les grévistes, en fin de compte  
Cousteau a été condamné et les  
employées réembauchées.

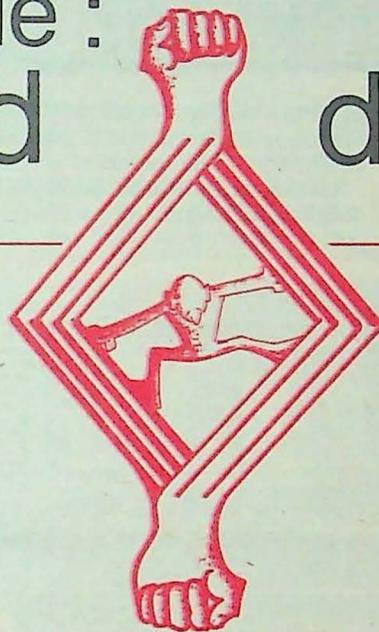
● à la Roche-sur-Yon, les tra-  
vailleuses de Big Chief, après une  
première lutte de six semaines,  
ont vu le 10 février leur entreprise  
reprise par Bidermann (grand de la  
confection masculine qui s'enga-  
geait à respecter les contrats et les  
avantages acquis). Elles réoccu-  
pent leur usine depuis le 28 fé-  
vrier, car ce nouveau patron a déjà  
« oublié » ses engagements.

● à Saint Jean du Var, les travail-  
leuses de BUDA, entreprise de  
prêt à porter, ont également refusé  
l'absolu patronal et se battent de-  
puis plus de six mois. (commandes  
de Jeans à 50 F possible au Co-  
mité de grève de Buda, rue de Tu-  
renne, Saint-Jean du Var - 83 Tou-  
lon).

● à Villeneuve-sur-Lot, la  
CLEM (confection lingerie élé-  
gance masculine) : victimes de  
deux escroqueries consécutives  
(rémunération par chèque sans  
provision, et disparition simulta-  
née de la caisse et du patron) les  
travailleuses occupent l'usine de-  
puis décembre, travaillent pour  
leur propre compte et sont soute-  
nues par les paysans du coin qui  
leur apportent leurs produits au  
prix coûtant.



## automobile : le grand dérapage



réseau un volant de véhicules  
pour répondre immédiatement  
aux demandes des clients. Il ne  
faut rien perdre d'un marché,  
même malade...

Mais la réalité est que partout  
l'embauche est bloquée et que  
les effectifs fondent. Depuis jan-  
vier 1974, Citroën a diminué ses  
effectifs de 9 000 personnes,  
Chrysler de 3 500, Peugeot de  
1 600, Renault de plus de 800  
alors même que sa production  
1974 est — malgré tout, et en dé-  
pit d'un dernier semestre diffi-  
cile — en hausse par rapport à  
1973.

Si la situation peut être relati-  
vement bien cernée chez les  
quatre grands de l'automobile, il  
n'en est pas de même chez la  
masse des sous-traitants. Il faut  
ajouter aux 430 000 personnes  
vivant directement de l'automobile  
les industries très nombreu-  
ses qui en dépendent en grande  
partie. Elles sont évaluées à  
440 000 personnes (fonderie, es-  
tampage, forge, découpage,  
emboutissage, décolletage, éti-  
rage de l'acier, laminage à froid,  
caoutchouc, peintures, matières  
plastiques, verre, etc...).

Dans tous ces secteurs, le mot  
d'ordre est à l'économie et les  
compressions de personnel  
vont bon train. De nouvelles  
concentrations dans l'équipe-  
ment automobile et même chez  
les grands sont à prévoir, ce qui  
ne pourra qu'aboutir à de nou-  
velles contractions d'emploi.

Un orfèvre en la matière,  
Henry Ford, constate qu'il faut...  
« rationaliser notre organisation,  
tout simplifier » Comme il le dit  
lui-même, cette philosophie qui  
n'était qu'un « souhait » est de-  
venue « une nécessité ».

Il va de soi que les géants  
américains ne s'embarrassent  
de considérations très « huma-

— la préparation de conféren-  
ces nationales et européennes  
de tous les syndicats de toutes  
les usines automobiles ;

— la nationalisation de toute  
l'industrie automobile du poids  
lourd et accessoires (méditons  
l'atomisation de Titan-Coder...) et du matériel agricole, nationa-  
lisation indissociable de la lutte  
pour un gouvernement des tra-  
vailleurs.

H.D. ■

### L'ORGANISATION DES SANS-TRAVAIL :

### DES « COMITES DE CHOMEURS » ?

◆ Quelles formes de lutte et d'organisation adopter pour les sans-  
travail qui sont plus d'un million aujourd'hui et peuvent être  
deux dans le courant de l'année, si la situation continue à se  
dégrader ? Dans les années trente, une crise importante touchait l'en-  
semble des pays industriels et les chômeurs se sont organisés. Ils  
participaient massivement à des marches de la faim, obtenaient des  
salles de réunions dans les mairies, et réclamaient les 40 heures, mot  
d'ordre repris ensuite par l'ensemble des organisations syndicales ;  
c'est ainsi que s'est créé le lien indispensable entre ceux qui étaient  
dans la production et les sans-travail.

Aujourd'hui, pas plus que par le passé, ce problème ne peut être  
négligé : on ne peut attendre indéfiniment des jours meilleurs et une  
victoire du programme commun. La constitution de comités de chô-  
meurs unitaires doit être mise en œuvre dès maintenant. Ils auront  
pour tâche de rechercher aux niveaux régional et national, au cours  
d'assises ou de congrès de chômeurs, les axes de lutte nécessaire  
pour élever le niveau de prise de conscience, et permettre une globali-  
sation des batailles pour l'emploi entre les chômeurs et l'ensemble de  
ceux qui sont menacés.

L'organisation des chômeurs doit être unitaire, les organisations  
syndicales doivent la prendre en charge. Les sans-travail en effet, s'ils  
ne sont pas organisés en comité de chômeurs, n'ont plus de lien avec  
le monde du travail : ils peuvent être la proie de tentatives réactionnai-  
res et racistes.

P. REGNIER ■



## Cadre de vie

### Nancy :

◆ **Privatisation des profits — socialisation des pertes : ce pourrait être la devise et la ligne de conduite (sans jeu de mots) de la CGFTE (Compagnie générale française de transport et d'entreprise) qui a le monopole des transports dans la région de Nancy.**

Ce monopole lui est conféré depuis de très nombreuses années (déjà du temps des tramways) par une convention passée avec le district urbain de Nancy pour la desserte de la commune, et avec le conseil général pour les lignes suburbaines, Dombasle, Neuves Maisons, Frouard entre autres.

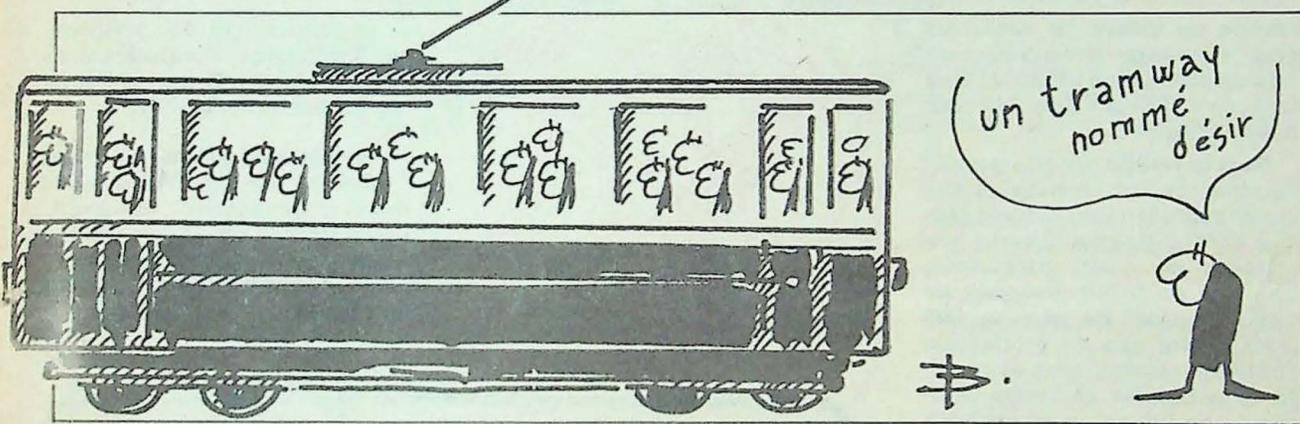
s'agit essentiellement de faire pression, entre autre, sur les collectivités locales. La CGFTE entend bien qu'elles subventionnent purement et simplement le dit-déficit. Elle voudrait bien obtenir sur les lignes suburbaines les mêmes garanties que sur les lignes urbaines : le district lui fournit le matériel roulant, et

## les requins des transports

La CGFTE n'est pas une petite entreprise : elle exploite (dans le plein sens du terme) plusieurs services de transports dans d'autres villes ; elle est sous le

comble automatiquement les manques à gagner. Coût pour la collectivité : 400 millions.

Ce soi-disant déficit des lignes suburbaines est un mythe. La réa-



contrôle de banques et de différentes grosses entreprises ; par ailleurs elle contrôle elle-même diverses sociétés qu'il serait trop long d'énumérer...

### devant la mobilisation...

Dès 1973, la CGFTE estime insuffisamment rentable le fonctionnement des lignes suburbaines : elle alerte le conseil général de Meurthe-et-Moselle, qui après en avoir délibéré lui donne carte blanche pour rétablir son équilibre financier, lui suggérant à peine de réduire ses services aux usagers et de ne pas renouveler le matériel roulant... (le confort et la sécurité des usagers n'est pas la préoccupation première de ceux qui « représentent » l'intérêt général, le conseil général utilisant vraisemblablement assez peu les transports en commun).

La CGFTE s'empresse également de supprimer un certain nombre de navettes. En 1974, la situation ne s'étant toujours pas améliorée, à son gré, elle passe une vitesse supérieure (toujours sans jeu de mot) invoquant un déficit de quatre millions (anciens) elle menace de supprimer les lignes non rentables.

La manœuvre est claire : il

lité est toute simple : la CGFTE n'a pas atteint le maximum de la rémunération que la convention avec le conseil général lui tolère. Au lieu de réaliser 31 millions de bénéfiques, elle n'en a réalisé que 27.

Devant cette situation, des organisations réagissent (association des parents d'élèves Cornec de Saint-Nicolas), proposent la constitution de comité de défense et invitent très largement toutes les organisations et élus locaux à le constituer. Cette initiative n'est pas sans poser des problèmes : comment mettre d'accord sur une ligne politique des organisations très différentes, se proclamant « apolitiques » quelquefois et refusant par conséquent toute généralisation du problème des transports.

Malgré ces difficultés, une plateforme minimum et des objectifs communs permettent de constituer sur Saint-Nicolas puis sur Laneuville, Neuves Maisons, Dombasle des comités de défense regroupant, selon les localités, PSU, PC, PS, APE Cornec et Armand, associations familiales, de retraités, CFDT, CGT, FO, FEN, JOC, etc...

La préfecture s'inquiète !! La CGFTE aussi !!

teprises de plus de vingt salariés. Cette perspective alléchante redonne à la CGFTE du cœur au ventre ce qui l'amène à concéder quelques améliorations.

Les résultats obtenus ne sont pas négligeables, dans la mesure où ils valorisent l'action menée par les comités de défense et peuvent être un tremplin pour porter l'action à un plus haut niveau. Le PSU par sa contribution aux comités et ses initiatives propres (collage d'affiches, distribution d'un double tract, proposition de réunions d'usagers) a permis de politiser réellement le problème des transports, et de le poser en termes de choix de société, de type de développement, de place des usagers. Des objectifs restent à développer et à populariser comme la gratuité des transports ; il faut montrer les responsabilités politiques qui sont en jeu, les choix qui sont faits en fonction des intérêts dominants. Et rester vigilant pour que la taxe pour les transports ne soit pas le moyen de « renflouer » la CGFTE, mais permette de poser le problème de la création possible d'un service public des transports en régie autonome.

Section PSU de Jarville St. Nicolas ■

# les luttes dans la ville

## Paris 14e - 15e : contre la radiale du pouvoir

Malgré le froid et le vent, plus de mille personnes ont assisté dimanche 9 mars aux « 6 heures pour la ville » organisées par le « comité Vercingétorix », « Vivre dans le 14e », « Les droits du piéton », « la SUT » et plusieurs organisations parisiennes et de banlieue sur un terrain situé à cheval sur le 14e et le 15e, sur le tracé de la radiale Vercingétorix.

Le gouvernement veut relier le centre Maine-Montparnasse (la tour infernale !) aux grands axes routiers du sud de Paris. La radiale projetée, véritable autoroute urbaine, doit ainsi à court terme venir puissamment engorger le quartier Montparnasse d'un flot de voitures trouvant macadam à leurs pneus. Les projets de destruction pour l'agrandissement des rues de Montparnasse sortiraient alors des cartons.

Il s'agissait de manifester devant l'opinion l'inquiétude des habitants : alors qu'un mémoire devait être présenté au Conseil de Paris sur ce problème dans les jours à venir, on entend plus parler de rien. Une fois de plus des décisions fort graves vont être prises sans l'avis des intéressés. Un « contre-dossier politique » a été confectionné et adressé aux groupes politiques et à la presse (on peut le demander au comité Vercingétorix, 32, rue Losserand, Paris 14e).

## Marais (Paris 4e) : première victoire

L'inter-comité du Marais avait organisé une manifestation, suivie d'une fête le mercredi 5 mars pour montrer la détermination des habitants dans leur lutte contre les expulsions.

Le résultat a été impressionnant : trois mille personnes environ ont défilé de la Bastille à l'Hôtel de Ville, aussi bien les enfants que les personnes âgées, les mères de famille que les travailleurs. Tout le quartier y participait : de très nombreux commerçants avaient affiché l'appel à la manifestation et ont fermé leurs boutiques.

La détermination des habitants a eu deux conséquences :

— le député UDR, Krieg, commence à se « préoccuper » des expulsions ; après des années de silence, il a posé des questions au préfet de Paris ;  
— le conseil municipal de Paris a mis en cause, le 7 mars, le projet Maeght (cf. TS n° 648).

Le recul des pouvoirs publics est une première victoire assurée par la mobilisation des habitants. Mais elle est insuffisante puisque le conseil de Paris a décidé que la ville pourrait louer à la fondation Maeght ou à tout autre les surfaces restaurées. Le problème des expulsions, contre lesquelles se battent les habitants depuis des années, reste entier. Affaire à suivre...

# les luttes dans la ville



Le quartier de la Devèze, à Béziers : une cité satellite située dans la ZUP de la commune. D'immenses grands ensembles là où, il y a à peine dix ans, on ne voyait que des vignes. Une population d'environ 15 000 habitants, en majorité de milieu populaire puisque ce sont surtout des HLM qui constituent les différents immeubles. L'endroit doit son nom au château de La Devèze, une ancienne propriété de hobereaux bitterrois qui ont été expropriés par la SEBLI. Un autre limite également le quartier, celui de La Gayonne qui appartenait également à de gros propriétaires terriens de l'aristocratie bitterroise. Les deux châteaux ont été conservés et servent souvent pour les réceptions de Monsieur le Maire et autres festivités.

Béziers :

## L'école ou le parc

En bordure est du quartier, il existe un parc de près de sept hectares, ancienne possession de la Gayonne, avec de grands arbres centenaires et toute la flore du midi. Ce parc aménagé est un lieu idéal pour les habitants de la Devèze pour se détendre et s'oxygéner.

### un cadeau

Une école doit être construite sur les communs de l'ancien château de la Gayonne et sur une partie dégagée et non boisée attenante. Mais voilà que la municipalité de Béziers, affairiste à souhait, vend les communs à l'entraîneur de la prestigieuse ASB rugby (voire affaire Astre et Cie) ; cette vente, véritable cadeau au prix des domaines, empêche la réalisation de l'école sur les communs qui deviennent un club privé. Il faut donc construire l'école dans le parc, détruire un hectare de verdure et saccager d'autres parties, malgré les assurances du maire de Béziers.

Les associations de quartier (APF-AEA) et les habitants de La Devèze ne sont pas d'accord. Le 3 janvier, lorsque les bulldozers arrivent, ils sont arrêtés par une manifestation des gens du quartier. Le maire, lors d'une entrevue, fait du chantage : « L'école ou le parc ». Les habitants proposent de la construire sur un terrain vague juste à côté, ce qui est réalisable techniquement et administrativement dans les délais prévus. Le maire n'est pas d'accord : le terrain est, en fait, vendu par la SEBLI à une société immobilière (qu'y-a-t-il encore là-dessous ?).

Le 13 janvier les bulldozers reviennent, les habitants s'y opposent. La mairie envoie les forces de police qui emmènent un certain nombre de manifestants au commissariat. Quelques jours après, une manifestation a lieu sur le parc où la population est informée ; une visite du parc est organisée. Les associations de quartier décident la rédaction d'une lettre ouverte, mais surtout la diffusion massive dans Béziers d'un tract représentant les événements et dénonçant la municipalité de Béziers.

### à gauche, droite

Qui compose cette municipalité en effet ? Elle va des socialistes à l'UDR en passant par les radicaux de gauche (M. Brousse, maire-sénateur-conseiller général), les centristes et les indépendants, tous élus sur une même liste en 1971. C'est M. Brousse qui casse et qui brise, aidé dans cette affaire par son adjoint socialiste, M. Soulaïrol, qui supervisait les opérations de police.

Le PCF a distribué un tract où il explique la situation mais ménage Brousse, faisant retomber l'affaire sur les éléments droitiers du conseil municipal. *La Marseillaise*, quotidien régional communiste, a boycotté les articles des associations de quartier. Quant au PS, il ne s'est manifesté que par la présence de son adjoint au maire, Soulaïrol, qui supervisait les opérations de la police à La Devèze, embusqué derrière un arbre !...

L'UDR, elle, essaie de récupérer cette action pour contrer M. Brousse qui est dans une position difficile sur Béziers actuellement. Elle a envoyé un télégramme à Chirac pour faire arrêter la construction de l'école.

Le PSU de son côté a fait paraître, dès la première manifestation des habitants, un article de soutien et d'explication politique dans le *Midi-Libre*, et fait distribuer après l'intervention des forces de police, un tract à 3 000 exemplaires pour dénoncer les hommes qui se disent de gauche et se conduisent en hommes de droite.

Fédération de l'Hérault du PSU ■

◆ **Pour une politique de logement au service des travailleurs** : voilà la banderole signée Fédération des locataires de la Haute-Vienne, ASF, CGT, CFDT, PCF, PSU — qu'ont pu voir des milliers d'automobilistes sur la N 20 à la sortie nord de Limoges le 8 février. Pourquoi un barrage routier ? Pourquoi ici ? A deux pas de là, se trouve une nouvelle ZAC où les

Longeque est un « notable », il ne peut admettre que des travailleurs posent des revendications, demandent des explications, et mènent des actions de masse pour obtenir satisfaction : M. Longeque appartient à un autre monde que celui des travailleurs.

A la suite à cette action, le PCF et le PSU (le PS, malgré trois invi-

Limoges

## Les socialistes et la ZAC

loyers sont on ne peut plus chers (hé si, « on peut plus », car ils vont encore augmenter de 5 % !) où les charges deviennent insupportables, où les bâtiments ne sont pas finis, où la vie collective

tations, ne s'est même pas manifesté... bizarre !) les syndicats CFDT et CGT, l'ASF, ont soutenu les revendications des locataires et expliqué leurs positions dans un tract commun distribué dans



n'existe pas, où les cités ne sont que des dortoirs.

A Limoges, comme ailleurs, la spéculation est reine. Il n'est pas question que des terrains situés au centre de la ville soient achetés pour la construction des HLM : les travailleurs se retrouvent dans les cités dortoirs sans vie, loin de leur lieu de travail. Les loyers augmentent car l'Etat rogne sur les crédits, élève le taux d'intérêt des prêts. Les compagnies pétrolières, les sociétés à qui on a « donné » le chauffage collectif font des profits scandaleux : les charges en rattrapent presque le prix des loyers.

Mais la municipalité de Limoges est « socialiste ». Alors ? Diverses opérations, maladroitement conduites (ou habilement ?) ont augmenté le prix de revient de la ZAC de 5,78 %. « Cet argent aurait permis de finir les constructions, les aménagements, et de créer des équipements collectifs » disent les habitants de la ZAC en colère.

La Fédération des locataires de la Haute Vienne mène l'action. C'est elle qui, la première, a tiré la sonnette d'alarme, posé les problèmes en public et devant la presse. Le maire, M. Longeque, n'a pas apprécié ; il a répondu par lettre. Une lettre... très musclée : si ces actions continuent, les crédits de la ZAC seront coupés. M.

toutes les cités (demandant, entre autres, la construction de 700 000 logements sociaux par an, l'appropriation collective des sols à bâtir, etc...).

Et c'est ensemble, avec la fédération des locataires, que les militants de ces organisations et la population se sont retrouvés ce samedi-là sur la N. 20, bien décidés à continuer l'action. A suivre.

Yves GAY ■

espagne ?  
catalogne...

**LLUIS  
LLACH**

chante  
la tristesse  
la révolte  
l'espoir de justice  
et de liberté

AL'OLYMPIA  
BRUNO COQUATRIX  
dimanche 16 mars à 18 heures  
places 17 F - Etud. et Coll. 12 F



lycéens :

# la longue marche

La démagogie du ministre ne paie pas. Les lycéens et collégiens n'ont pas répondu aux lettres que leur adresse maintenant régulièrement Haby en utilisant le réseau postal. Non, c'est dans la grève, l'occupation, la manifestation que lycéens et collégiens disent ce qu'ils ont à dire.

Depuis maintenant plus d'une semaine, les uns après les autres, les lycées de toute la France entrent en lutte. Les points forts : la Bretagne, le Sud, et la région parisienne.

Dès le départ le mouvement a profité de l'expérience des mouvements précédents : l'assemblée générale souveraine réunie quotidiennement, les commissions d'animation, l'élection démocratique de comités de grève, la réunion des coordinations sont maintenant une tradition...

Autre caractéristique : l'unité du mouvement lycéen, de toutes



ses composantes. Stimulé par l'orientation « tous azimuts » du PCF, l'UNCAL accepte, pour l'instant de se soumettre aux règles démocratiques du mouvement et joue un rôle non négligeable. Maintenir cette unité, sur la base de la lutte et des comités responsables devant les AG, est une des

garanties de la poursuite du combat.

Car, il ne faut pas se tromper, c'est à une lutte de longue haleine que les lycéens et collégiens doivent se préparer. La réforme Haby n'est encore qu'un projet et le mouvement doit prévoir que de nombreuses batailles, gagnant chaque fois en ampleur, s'imposeront dans les mois qui viennent.

C'est pourquoi la phase actuelle de **maturation**, du mouvement doit être mise à profit pour préparer les prochaines échéances. Et déjà de nombreux lycées ont pris des mesures pour éviter que la mobilisation ne se réduise à l'explosion périodique du « ras-le-bol ». Et pour cela, en effet, seul un approfondissement du **contenu** de la lutte et la mise en place de structures correspondantes permettra de jeter les bases d'un mouvement de longue durée, qui ne brûle pas tous ses vaisseaux d'un seul coup, mais au contraire tienne compte que, pour gagner, il faut à la fois que les lycéens et collégiens sachent où ils vont et comment ils vont y aller, et qu'ils élargissent le combat en particulier au mouvement ouvrier.

Ainsi les militants PSU des ly-

cées et collèges sont partout à l'initiative de **grèves actives** où la critique pratique de l'école s'exerce à travers l'organisation de contre-cours, de l'ouverture du lycée aux travailleurs et à leurs organisations, de l'utilisation des moyens de l'établissement (gymnases, salles de projection, imprimerie, piscine, etc...).

Voilà pourquoi aussi ils proposent que, d'abord, se consolident les **coordinations locales** (de quartier, de district). Ce type de coordination permet d'éviter le caractère souvent formel et manipulateur des coordinations centrales lorsqu'elles ne reposent pas sur des structures qui, « en bas », sont suffisamment larges, fortes et représentatives. Les coordinations locales sont aussi la base la meilleure de la jonction avec les organisations de travailleurs et de jeunesse, à travers, en particulier, des unions locales des confédérations syndicales.

Le meeting que préparaient déjà depuis un certain temps des lycéens du PSU et de l'AMR dans le cadre du rassemblement des partisans révolutionnaires de l'autogestion, a permis le 12 mars à Paris de populariser ces propositions du PSU et surtout de préparer l'échéance des vacances de Pâques et de la rentrée d'avril.

Michel NALLARD ■

enseignants :

## au delà des mots

Les organisations enseignantes se sont toutes prononcées contre la réforme Haby, mais leur protestation reste pour l'instant purement verbale.

La mobilisation lycéenne s'étend... que peuvent faire les enseignants ? Sans s'immiscier dans le mouvement lycéen, qui doit rester souverain, les enseignants doivent fournir l'aide maximum aux lycéens et collégiens :

- en les informant sur la réalité de la réforme (et en contre balançant la pression du pouvoir) ;
- en refusant d'effectuer les contrôles administratifs (absences, par exemple qui sont des tentatives de briser la grève ;
- en participant aux commissions décidées par les lycéens ;
- en organisant avec les lycéens des 10 % ouverts sur l'extérieur.

Les enseignants peuvent aussi, par l'intermédiaire de leurs organisations syndicales, informer la population locale, expliquer aux parents les raisons profondes de ces mouvements. Il leur est possible, en particulier, d'organiser des réunions publiques d'information sur le système scolaire et sa fonction sélective. Il leur est possible aussi d'obtenir des unions locales CGT et CFDT une prise en compte des problèmes éducatifs et des questions soulevées par le mouvement lycéen.

Les militants de Rénovation Syndicale estiment que, pour être efficace, la lutte contre l'appareil éducatif du pouvoir doit être prise en charge par les travailleurs eux-mêmes...

En ce sens, l'ouverture de l'école aux travailleurs peut s'opérer immédiatement par la présence des travailleurs dans l'établissement, par leur participation aux débats.

Les militants de R.S. proposent que les formes d'action s'inspirent des luttes de Nice (réunions avec les paysans, avec les comités de défense, etc...) ou de Bretagne (occupations, contacts avec les organisations ouvrières, etc...)

Rénovation syndicale ■

**FORMEZ ET INFORMEZ**

par minicassettes

**DUPLICATION GUNTHER**  
72, Av. GI-Leclerc 14e 734.55.36

Dans une lettre aux élèves des C.E.T. et des Lycées, le Ministre de l'Education Nationale définit à nouveau le contenu de sa concertation et le choix de ses interlocuteurs...

Le Ministre récuse avec mépris les formes d'organisation et d'expression que les jeunes se donnent eux-mêmes ; il ne veut connaître que les « délégués élus dans chaque classe » comme « courroie de transmission efficace pour la concertation » et exige un accord préalable sur les orientations du projet de réforme.

Le S.G.E.N.-C.F.D.T. dénonce ce simulacre de démocratie. Il affirme que les jeunes en formation, tout comme les jeunes accomplissant leur service militaire, doivent jouir pleinement des droits d'information, d'expression et d'organisation.

SGEN-CFDT ■

## vient de paraître

IXe Congrès du PSU - Amiens Décembre 1974

Les textes du Congrès : « **Construire l'unité populaire - initiatives et propositions d'actions** ». sont en vente à la Librairie Syros, 9, rue Borromée - 75015 - PARIS.

PRIX : 12 F.

10 F à partir de 5 exemplaires.

CCP. 1970628 - PARIS

## une « coordination »

A l'initiative des lycéens de Simone Weil à Paris s'est constitué une coordination des 2e et 3e arrondissements qui a permis aux lycéens de Simone Weil, de Turgot, de Victor-Hugo, et de Charlemagne de se regrouper et de faire régulièrement le point sur l'évolution de la lutte.

Ils ont discuté de l'élaboration d'une plateforme d'action, sur la base des propositions des commissions des lycéens de Simone Weil. Leurs propositions sont : réduction des effectifs ; titularisation des professeurs ; contre les filières d'étude, un enseignement commun ; allocation études et indépendance financière ; suppression des examens ; liberté d'expression dans les lycées ; conserver l'obligation des matières comme la philo ; droit de grève et de contrôle du bahut ; droit de regard sur la gestion du lycée ; débat d'actualités générales à l'intérieur des temps de cours ; dissolution des conseils de discipline, et abandon des mots d'absence ; non-suppression des bourses en cas de redoublement ; participation des élèves à l'élaboration des programmes ; cours préparés par les élèves et les professeurs ; représentation des commissions paritaires élues par les élèves ; suppression du règlement intérieur ; liberté pédagogique ; suppression des boîtes privées ; gratuité totale et réelle de l'école et crédits pour le matériel ; développement des activités culturelles.

Sur cette base, des contacts vont être pris pour élargir le débat avec des lycées ou collèges non encore touchés, et les organisations syndicales.

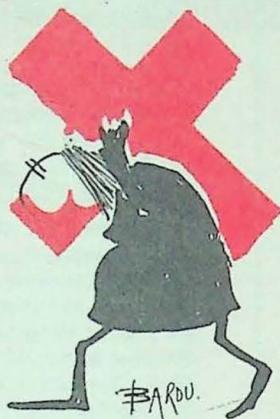
Correspondant ■

Avortement :

# Mme Veil déclare sa loi applicable... qu'elle vienne l'appliquer à Melun !



Des militants PSU ainsi que ceux du MLAC, du Planning familial et du PS qui sont contactés par des femmes sans pouvoir répondre à leur demande d'interruption de grossesse ont décidé en AG de se présenter à l'hôpital de Melun, pour exiger l'application de la loi en compagnie de trois femmes désirant avorter.



Les médecins ont réagi négativement, car ils se sont sentis menacés dans leur pouvoir habituel de décision sur le « corps » du malade : une des femmes désirant avorter n'a-t-elle pas déclaré à un médecin de l'hôpital qu'elle n'accepterait en aucun cas un curetage, mais exigeait une intervention par la méthode Karman... Une patiente qui dicte au médecin ce qu'on doit faire de son corps, quel sacrilège !

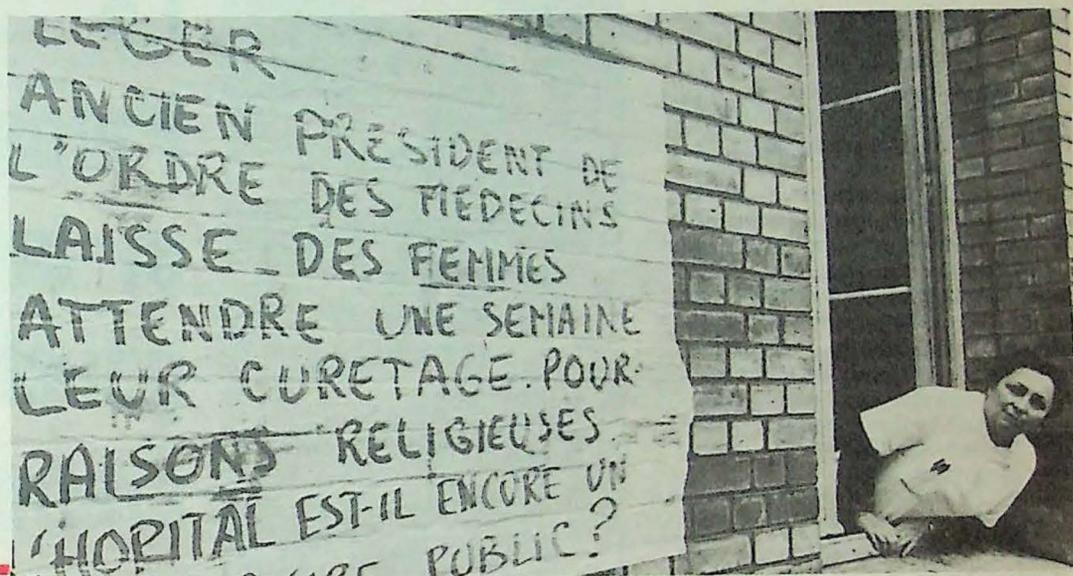
**Situation locale Melun et environs depuis le vote de la loi... Hôpital public de Melun : aucun avortement pratiqué ; pas de demande de femmes. Cliniques privées : quelques avortements (les médecins ne traitent que les cas qu'ils jugent eux importants). Les sommes demandées, de la main à la main, vont du simple au double (600 à 1 200 F).**

Des plus hystériques (Melle Lelièvre traitant les trois femmes de « putains ») aux plus favorables en passant par les indécis, le corps médical ne veut donc pas perdre sa position dominante.

En fait, sous couvert de la non parution d'un décret d'application qui ne concerne pas directement les hôpitaux, on bloque toute modification des rapports de force à l'intérieur de l'hôpital ; on craint de remettre en question la hiérarchie médicale.

Le CA de l'hôpital voit deux cas : le chef de service est d'accord, l'acte peut avoir lieu puisqu'un chef est par nature responsable ; le chef de service est opposé, sa responsabilité bloque tout acte.

Mme Simone Veil est à la recherche d'une image libérale dans une société qui ne l'est pas. On annonce la libéralisation ; on ne prend pas les mesures pour qu'elle devienne effective... E.J. ■



## Opérations sauvages à Cochin (Paris)

Le vendredi 7 mars, le MLAC central appelait à une action spectaculaire à l'hôpital Cochin pour exiger l'application de la loi sur l'avortement. A neuf heures, 150 personnes s'étaient rassemblées, dont 30 femmes voulant se faire avorter.

Ces dernières se présentent bientôt à la consultation du professeur Léger. On connaît le personnage : ancien président du Conseil de l'Ordre, il s'est toujours opposé — au nom de la clause de conscience — aux avortements dans son service. Au point même de refuser un curetage après une fausse couche ou différant systématiquement les interventions.

Prévenu, Léger arrive à l'hôpital et déclare à un journaliste qu'« il y a des cas pathologiques plus importants et plus urgents... » Les militants distribuent alors des tracts et popularisent leur action auprès des passants. Puis on découvre à l'intérieur de l'hôpital quatre salles libres en consultation médecine. En deux heures et demie, onze avortements sont pratiqués selon la méthode Karman, presque entièrement par des non médecins et sans aucune complication. Quelques infirmières, des externes, et un médecin gynécologue de l'hôpital apporteront cependant leur concours — ce que niera le D. Leprat, chef du service de Médecine.

Puis le Directeur de Cochin reçoit rapidement une délégation du MLAC dans son bureau (il a refusé de parler avec l'ensemble des participants). Il finit par déclarer que deux avortements par jour seront autorisés au service Maternité ce qui lui paraît « suffisant »...

A la Fac de Médecine, en face de l'hôpital, un cours sera improvisé dans la journée sur la méthode Karman ainsi qu'un débat avec les

étudiants. Des journalistes de la deuxième chaîne de TV pourront y interviewer les femmes avortées.

Le MLAC du 14e et la CFDT sont décidés à poursuivre la lutte pour l'application de la loi dans les hôpitaux, contre le non-remboursement des avortements, enfin pour l'implantation de la méthode Karman. ■

Joseph Comblin

## THEOLOGIE DE LA PRATIQUE REVOLUTIONNAIRE

59,95 F

Cet ouvrage complexe et solidement charpenté... prouvera que la théologie n'est plus une science abstraite et que la politique est devenue pour les penseurs chrétiens un thème de prédilection. Joseph Comblin reste dans une perspective latino-américaine. Son livre n'en a pas moins une portée générale. H. Fesquet

du même auteur :	THEOLOGIE DE LA REVOLUTION	59,95 F
François Biot	THEOLOGIE DU POLITIQUE	39,95 F

**éditions universitaires**

Information 2000



# La révolution palestinienne à

A propos de l'actualité au Moyen-Orient rendue encore plus brûlante par la tournée du courtier de l'impérialisme Kissinger, **TS** publie cette semaine la réaction de la délégation en France du FDPLP à l'article publié dans le **TS** n° 645 sur le *Front du refus*, émanant d'un de nos correspondants à Beyrouth, Jean Julian. A ce propos nous devons donner acte en effet que l'article en question a été écrit bien après les événements relatés et a été publié encore plus tardivement en raison de la grève des postiers en France. De toute façon, la position du FDPLP ne nous paraît pas contredire substantiellement l'analyse présentée par J. Julian, qui reviendra éventuellement sur les questions de détail. Et, puisqu'il nous faut le rappeler, rappelons qu'il

n'est pas question, pour **TS** ni pour le PSU, de revenir sur une position fondamentale de soutien fraternel au peuple palestinien en lutte.

A l'heure où la révolution palestinienne se trouve devant un choix capital, il nous paraît important que **TS** puisse offrir à ses lecteurs les éléments d'une analyse des différentes positions en présence. C'est la raison pour laquelle nous avons par ailleurs demandé une interview à Mahmoud Hussein, pseudonyme de deux intellectuels marxistes égyptiens et co-auteurs, avec Saül Friedlander et Jean Lacouture, du livre « Arabes et Israéliens, un premier dialogue », paru aux Editions le Seuil (collection « Histoire Immédiate »).

**TS :** Pourquoi selon vous les bourgeoisies arabes sont-elles prêtes aujourd'hui à négocier avec Israël ?

**Mahmoud Hussein :** Il y a une réponse à deux niveaux. Au niveau de la large opinion publique arabe, un début d'acceptation du fait israélien, sous certaines conditions (souveraineté de tous les pays arabes, identité palestinienne reconnue sur le sol de la Palestine) se fait jour, après un demi-siècle durant lequel le projet sioniste a été purement et simplement identifié à l'intrusion d'un corps étranger lié à l'impérialisme occidental, dont l'essence était la spoliation du peuple palestinien et l'humiliation des peuples arabes.

Ces derniers ont remporté un certain nombre de victoires : récupération de leur identité nationale, affirmation de leur souveraineté politique dans la plupart des cas et surtout à partir de 1973, amorce d'un regroupement dans le cadre duquel les Arabes commencent à sentir qu'Israël n'est plus l'arbitre politique de la région, et qu'ils commencent à pouvoir prendre en mains les rênes de leur avenir.

Dans cette situation d'une certaine confiance en soi retrouvée, on commence à accepter l'idée d'une expérience de coexistence avec Israël, qui cesserait d'être l'exécuteur des forces étrangères dans la région et leur agent de répression. Pour résumer : au-delà de ce qu'Israël a représenté comme phénomène répressif, on commence à admettre la communauté israélienne qui s'est créée et à faire la distinction entre la permanence de cette communauté et la propension à la répression qu'elle impliquait historiquement.

C'est là le premier aspect qui rend possible la position politique de ces bourgeoisies, compte tenu du changement des rapports de forces internationales et régionales. Du point de vue de ces bourgeoisies, Israël avait lancé après 67 un défi vital : leur crédibilité était en jeu. Après 1973, elles savent que le rapport des forces peut évoluer en leur faveur même dans le cadre de la tutelle des deux super-puissances sur la région.

Elles savent que dans ce cadre



il est hors de question que l'existence d'Israël soit remise en cause. La ligne qui en découle, c'est de tenter d'arracher le maximum à Israël en contrepartie de l'acceptation d'un état de non-belligérance dont les formules peuvent être variées et qui aboutissent à dépasser l'état de guerre permanent.

La politique de ces bourgeoisies consiste à tenter d'acquiescer ensemble le statut d'un centre régional doté d'une certaine autonomie dans le cadre du système capitaliste mondial. Il va de soi que ce statut qu'elles recherchent, elles ne peuvent l'obtenir que dans la mesure où elles arrivent à résoudre les contradictions les plus flagrantes qui existent entre elles et où elles empêchent définitivement Israël de représenter la base d'appui principale de l'impérialisme dans la région.

Quant à l'intérêt des deux super-puissances, dans la mesure où il peut être commun (car elles ne cessent de rivaliser entre elles) dans l'étape actuelle, il consiste dans la création d'un équilibre, forcément instable puisque non satisfaisant pour chacun des deux camps, qui

## La Palestine et la gauche arabe

### un entretien avec Mahmoud Hussein

donc justifiera une intervention croissante de Washington et de Moscou dans les affaires de cette région.

Pour les bourgeoisies arabes ce choix est particulièrement dangereux au niveau idéologique comme au niveau économique. Idéologiquement, la perspective de coexistence avec Israël leur enlève une partie de leur crédibilité en tant que représentants de l'unité nationale face à l'ennemi commun : Israël.

Economiquement, un accord réalisé sous l'ombrelle des super-puissances doit impliquer des formes de relations économiques incluant des éléments de concurrence graves (au moins entre les régimes en voie d'industrialisation comme l'Egypte et l'économie israélienne). Mais on n'en est pas encore là.

**TS :** Comment resituez-vous le problème des Palestiniens, par rapport à cette perspective ?

**M.H. :** On peut dire qu'à partir de 1970 la résistance palestinienne a perdu l'essentiel de son autonomie dans le cadre de la communauté arabe officielle. Sa direction est forcée de tenir le

plus grand compte des stratégies arabes qui l'entourent, tout en essayant d'utiliser au maximum les contradictions de ces bourgeoisies à son profit.

A partir de 1973 et dans le contexte que nous venons de décrire, le problème posé à la direction de la résistance palestinienne est le suivant : doit-elle ou non s'insérer dans le processus de lutte et de marchandage qui doit mener au rééquilibrage des rapports arabo-israéliens ?

La direction palestinienne bénéficie d'un atout désormais irréversible. La lutte du peuple palestinien depuis 1965 en dépit des vicissitudes et des défaites qu'elle a subies, à partir de 1970 notamment (Septembre noir), a néanmoins imposé au monde arabe et au monde entier la réalité effective de la résistance palestinienne.

Les bourgeoisies arabes sont conscientes maintenant qu'aucune des solutions qu'elles recherchent ne peut avoir la moindre chance de stabilité, sans prendre en compte ce fait national.

Pour la direction palestinienne, la question se traduit de la manière suivante : doit-elle ou non profiter de ce que lui offre la conjoncture actuelle, comme possibilité réelle d'obtenir la reconnaissance de la souveraineté palestinienne, même sans remettre en question l'Etat d'Israël pendant une certaine période ? Nous pensons que la réponse de la majorité de la direction historique est, dans le principe, affirmative.

Les dix points de la charte palestinienne, les décisions du sommet de Rabat et enfin la réception d'Arafat à l'ONU, sont l'expression de cette orientation politique nouvelle.

Pour les Palestiniens le choix se ramène à la question de savoir s'il vaut mieux laisser les Israéliens occuper l'ensemble de la Palestine, pour une période indéfinie, en attendant une transformation globale du contexte moyen-oriental, ou bien, s'il vaut mieux arracher dans les années à venir la souveraineté palestinienne sur une partie de la Palestine et se préparer avec de nouvelles méthodes à poser au-delà de cette étape le problème de la réunification de la Palestine avec la parti-



# l'heure des choix

cipation d'une majorité d'Israéliens.

**TS :** Dans ce nouveau contexte, comment redéfinir les positions de la gauche arabe ?

**M.H. :** Pour les révolutionnaires palestiniens d'abord, il est essentiel de voir en face les réalités du rapport de forces actuel et de bien se rendre compte que l'Etat palestinien qui va voir le jour peut se réaliser sous différentes formes et peut obtenir des degrés très divers de souveraineté réelle, d'autonomie réelle, qui donnera un avantage plus ou moins grand aux forces de gauche ou de droite au sein de l'entité palestinienne elle-même.

Il y a donc une lutte essentielle à mener pour l'avenir, du point de vue des forces de gauche afin de forger l'Etat le plus souverain et le plus progressiste possible. Cela d'autant plus que le partage de la Palestine ne pourra être que provisoire puisque deux souverainetés palestiniennes et israéliennes qui resteraient antagonistes ne peuvent que provoquer une double crise permanente.

Cette double crise peut, ou bien alimenter une série de nouveaux conflits de plus en plus récupérée et alimentée par le jeu des super-puissances, ou bien provoquer un processus de révolutionnarisation de part et d'autre. C'est à partir d'un tel processus que les révolutionnaires palestiniens peuvent poser le problème du dépassement de cette double crise par une ou plusieurs étapes, menant à la réalisation, voulue de part et d'autre, d'un double droit sur toute la Palestine.

Du point de vue de la gauche arabe en général, il sera essentiel de comprendre que l'affaiblissement de l'establishment sioniste est à la fois une victoire pour les peuples arabes mais aussi, dans le contexte actuel, la possibilité d'une intégration plus poussée du monde arabe dans le cadre capitaliste et d'une intervention plus organique dans la région.

Il est donc clair que les luttes à mener, pour la mobilisation des masses et la création d'organisations révolutionnaires, impliquera des objectifs nouveaux comprenant d'une part les luttes internes beaucoup plus radicales contre le capitalisme arabe et des formes de solidarité arabes contre l'intervention croissante des super-puissances dans la région.

C'est dans le cadre de cette double lutte que s'inscrira la solidarité combattante des autres peuples arabes avec les révolutionnaires palestiniens et israéliens contre les tentatives de blocage et de diversion que ne manqueront pas de déclencher l'establishment israélien et les fractions bourgeoises arabes liées à l'une ou l'autre des super-puissances.

Propos recueillis par Alain TLEMCEN ■



Chers camarades, le Front démocratique pour la libération de la Palestine (en France), composante essentielle de l'OLP, tient à renforcer plus que jamais ses relations avec les mouvements et les partis progressistes en France. Nous apprécions beaucoup le soutien du PSU à la juste lutte de notre peuple et à l'OLP, son seul représentant légitime.

Si nous nous permettons de rappeler votre position en préambule, c'est parce que nous nous sentons « gênés » de-

ses arabes, les succès obtenus dans les instances internationales, ONU, UNESCO en sont d'évidentes preuves.

Quant au *Front du refus*, auquel votre correspondant accorde trop d'importance, nous pouvons dire sans exagérer qu'il ne doit son existence qu'à quelques bureaux d'information à Beyrouth, à certaine capitale arabe (il ne s'agit ni du Koweït, ni de l'Arabie saoudite, ni de la Lybie...) et à certaine presse étrangère.

## Ce que refuse le FDPLP...

vant l'article de votre correspondant au Liban, Jean Julian (TS n° 645, daté du 15-23 février 1975).

Avant d'en analyser le fond, voici quelques remarques de détail :

- « L'Université musulmane de Beyrouth » s'appelle en fait « L'Université arabe de Beyrouth ». Faut-il encore confondre : arabe et musulman, juif et sioniste ?
- le meeting de notre camarade Hawatmeh et l'attaque par le FPLP-Commandement général (Jebril et non Habache) de nos camarades, dans le camp de Chatilla (essentiellement) datent de l'été 74 ;
- d'autre part, votre correspondant nous semble mal informé de l'analyse du FD (qui coïncide avec celle de l'OLP) sur les conditions et les objectifs de la création du pouvoir national palestinien. Pour nous, en effet, « l'évolution interne en Israël » doit se faire par le développement de la lutte de notre peuple — notamment la lutte armée — pour aboutir à la création de la Palestine démocratique (voir le programme en 10 points du Caire).

Chers camarades, nous savons que la presse progressiste et révolutionnaire est notre seul soutien en France, nous attachons donc beaucoup d'importance à ses écrits. Or quel est l'objectif de l'article « Que refuse le Front du refus ? » Sert-il notre lutte ? Permettez-nous, camarades, d'en douter. Pourquoi ?

Jean Julian paraît dénoncer le *Front du refus* dont, dit-il « l'expression naturelle est le terrorisme et la violence individuelle, l'acte exemplaire plutôt que l'action de masse ». Mais d'un autre côté, il dit du *Front du refus* qu'il s'est « mis en place, s'est développé, a commencé à critiquer et à agir » et donc, qu'il peut mettre en danger « la direction de l'OLP qui, divisée et centriste, par faiblesse militaire autant que politique, ne peut s'opposer de front aux maximalistes ».

Faire croire que notre révolution est divisée, notre peuple déchiré, prétendre que la direction de l'OLP (dont notre organisation fait partie) est faible ou, plus grave encore, qu'elle couvre le *Front du refus* pour mieux se maintenir, c'est donner une gifle à notre révolution et tomber dans les pièges de l'ennemi et reprendre ses arguments.

Notre peuple fait pleinement confiance à l'OLP, dont la direction l'a toujours guidé, aujourd'hui comme dans le passé, de victoire en victoire : la montée des luttes politiques et militaires en territoires occupés, le soutien de toutes les mas-

Le *Front du refus* refuse quoi ? sinon le développement de notre lutte, la libération de notre peuple de l'occupation sioniste et hachémite. Le *Front du refus* vit de ses chimères, et notre peuple vit dans la misère et dans la lutte.

Le *Front du refus* qui « refuse » mais ne propose rien de concret à notre peuple ne répond pas à ses besoins, ne peut qu'être rejeté par lui.

Il existe dans l'histoire de tous les peuples des moments où apparaissent des difficultés transitoires et des éléments incontrôlés, ce n'est pas particulier à notre révolution.

Le FD, composante importante de l'OLP ne cesse de lutter principalement sur notre terre occupée, par tous les moyens, notamment la lutte armée. Il lutte aussi dans les pays arabes où se trouve dispersé notre peuple. C'est dans le cadre de cette lutte, qu'il faut placer le meeting de notre camarade Hawatmeh.

Qu'il se soit fait huer (chose courante dans toute lutte) n'empêche pas notre organisation de jouer un rôle fondamental dans le combat de notre peuple, car nous sommes convaincus « qu'il n'y a pas de gouvernement révolutionnaire sans théorie révolutionnaire », et c'est le sens du travail du FD.

Nous souhaitons que les camarades de TS, l'ensemble du PSU, et tous les progressistes, les révolutionnaires et démocrates en France, soutiennent plus que jamais à l'heure actuelle :

- l'OLP comme seul représentant de notre peuple ;
  - son programme politique en dix points ;
  - la création du pouvoir national palestinien, étape vers la création de la Palestine démocratique ;
  - ses déclarations notamment la dernière : « appel à la nation arabe », qui dénonce les manœuvres défaitistes de Sadate.
- dénoncent :
- la « Pax americana » et la politique des « petits pas » de Kissinger ;
  - l'occupation et la répression sionistes ;
  - le régime traître de Jordanie ;
- demandent :
- la libération de tous les patriotes emprisonnés en Israël et en Jordanie.

Pour le FDPLP en France, Hassan ■

## Portugal : répétition générale ?

Ce qui s'est passé le 11 mars rappelle assez le « Tancazo » du 19 juin 1973 au Chili, ce coup d'état manqué qui apparaît maintenant comme ayant été une sorte de répétition générale avant le putsch sanglant de septembre.

Cependant la comparaison ne doit pas être poussée trop loin ; les forces véritablement anti-impérialistes à l'intérieur du MFA ont, elles, tiré les leçons du Chili. Tout le problème maintenant est de savoir si les forces révolutionnaires « civiles » sauront prendre les initiatives politiques unitaires de riposte pour faire en sorte que soient mis hors d'état de nuire tous les éléments putschistes et leurs complices. ■

PS : La brochure PSU-DOC sur le Portugal 1974-1975 vient de sortir, 52 p., 6 F. Tout pour comprendre la situation actuelle.

## A.R.V.E.L.

### Au service des familles et des Jeunes

- Yougoslavie
  - 2 sem. bord de mer ..... 600 F
  - 2 sem. bord de mer, avlon compris ..... 1 000 F
- Autriche, par semaine ..... 300 F
- Tunisie
  - Festival de Tabarka, 2 sem. .... 1 100 F
  - Circuit « Djerba comprise » ..... 1 435 F
- Turquie de l'Est
  - Cappadoce et anclenne Arménie
  - circuit de 3 semaines ..... 1 865 F

ARVEL, 12 A, Boulevard des Brotteaux 69006 Lyon  
Téléphone (78) 52.56.48

## « L'Age d'or » par le Théâtre du Soleil

Après « Les Clowns », « 1789 », « 1793 » qui avaient été autant de succès, le Théâtre du Soleil monte un nouveau spectacle : « L'Age d'Or » (première ébauche). Utilisant la commedia dell'arte et ses personnages célèbres, Polichinelle, Arlequin, Pantalon... la troupe d'Ariane Mouchkine veut porter sur scène la réalité sociale de 1975 pour en dévoiler les rouages et inciter à son bouleversement. Il s'agit, déclarent les comédiens, de « raconter notre histoire pour la faire avancer ».

Pour en savoir davantage, nous avons interrogé, avant la création du spectacle, deux acteurs de la troupe, Jean-Claude Penchenat et Lucia Ben Sassou.

TS : « Comment se situe ce nouveau spectacle par rapport aux précédents ? »

J.C.P. : « 1789 » et « 1793 » racontaient la Révolution, c'est-à-dire les prémices de la période actuelle. « L'Age d'Or » est la suite chronologique de nos derniers spectacles. Cette fois, c'est notre histoire contemporaine que nous avons choisi de mettre en scène.

L.B.S. : Par contre, pour ce qui est de la forme théâtrale, la continuité est moins évidente. S'il y a déjà longtemps que nous nous exerçons à la commedia dell'arte, c'est la première fois que nous l'utilisons dans un spectacle.

TS : Outre la commedia dell'arte, vous avez recours au théâtre chinois dans ce spectacle. Pourquoi ces emprunts à de telles formes théâtrales ?

L.B.S. : On ne peut pas montrer la réalité telle quelle. Il faut la transposer artistiquement. Pour nous y aider nous utilisons ces formes théâtrales qui présentent



## Polichinelle dans la lutte des classes

l'avantage d'être très symboliques. En outre, le caractère un peu inhabituel pour nous de ces styles théâtraux permet de prendre de la distance par rapport à l'histoire que nous racontons. Nous décrivons 1975 comme nous avons montré 1789, comme s'il y avait longtemps, comme si nous avions déjà gagné.

TS : Mais ces emprunts seront-ils compréhensibles pour le spectateur ? Cet essai de transposition artistique ne risque-t-il pas en fait d'obscurcir votre propos ?

J.C.P. : Pour voir si notre langage serait compris nous avons rencontré il y a deux ou trois mois

des mineurs, des lycéens, des paysans... Nous leur demandions de nous proposer des sujets qui les concernaient et avec les personnages que nous avons créés nous improvisons sur ces thèmes. Cela nous a permis de vérifier que la forme adoptée était parlante.

L.B.S. : Ce n'est pas étonnant, car ces techniques théâtrales, l'usage des masques par exemple, permettent de forger des personnages très typés et des situations d'une grande force symbolique.

J.C.P. : Nous espérons bien poursuivre avec le public l'expérience que nous avons faite avec

les mineurs et les paysans. Nous étions liés dans la création avec les spectateurs qui contrôlaient l'authenticité de notre jeu. Si le public qui viendra voir notre spectacle pouvait critiquer, rectifier, transformer ce que nous faisons, nous serions très heureux. C'est pourquoi nous faisons suivre le titre de notre spectacle de la mention « première ébauche ».

TS : Votre troupe fonctionne en marge des circuits théâtraux traditionnels. Comment êtes-vous organisés ?

J.C.P. : Nous sommes une trentaine de comédiens, techniciens, administrateurs, costumiers etc. Au début, chacun cumulait plusieurs tâches. Maintenant c'est plus rare.

Quant à nos difficultés financières, elles demeurent préoccupantes. Après notre dernier spectacle, nous avons 80 millions d'anciens francs de dettes. Il s'agissait pour l'essentiel de dépenses engagées pour réparer la Cartoucherie qui était un lieu totalement délabré. Si bien que nous avons été obligés de nous inscrire tous au chômage et de répéter un jour sur deux sans être payés. Nous n'avons recommencé à toucher un salaire qu'au moment où nous avons obtenu la promesse du doublement de notre subvention. Mais comme la subvention que nous touchions jusque-là nous permettait tout juste de ne pas crever tout de suite...

Propos recueillis par Thierry GUIDET ■

### RENSEIGNEMENTS PRATIQUES :

— Tarif réduit (collectivités, étudiants...): 13 F - Plein tarif : 20 F. La troupe joue à 20 h 30 les lundi, mardi, vendredi et samedi, à 16 h les samedi et dimanche. Cartoucherie de Vincennes. Route de la Pyramide.

## Au Théâtre de la Ville Mercedes Sosa ou le chant profond de l'Argentine

Jusqu'au 23 mars au Théâtre de la Ville de Paris, à partir de 18 h : Mercedes Sosa, la plus grande interprète argentine du chant populaire. Une voix de basse exceptionnelle, une grande maîtrise des timbres et des hauteurs, un visage aux traits indiens, le geste sobre : elle chante un idéal de liberté et de justice. Pour cela elle emprunte des formes musicales au folklore et des textes poétiques aux écrivains engagés dans la lutte du peuple sud-américain. Elle représente par là un courant culturel et politique original.

En 1962 Mercedes Sosa a créé avec des amis le mouvement « Novas canciones » dans le but de donner à la chanson une réelle valeur d'engagement. Il s'intègre dans les différentes formes de « cancion de protesta » nées en Amérique latine au début des années 60, dans un contexte d'oppression et de luttes : révolution cubaine, stratégies d'isolement, Chili, mouvement tupamaro, régimes militaires, etc.

Par la chanson il s'est agi d'abord de dénoncer, par exemple la violence U.S., puis d'être la fois « un agent provocateur, et un canal d'information ». Un premier

geste des chanteurs a donc été d'aller à contre-courant de la musique latino-américaine telle que la diffusent les agents culturels des pays capitalistes : l'exotisme, l'envoûtement des sambas, les flûtes indiennes, etc.

Mercedes Sosa précise sa démarche :

« Nous n'avons pas créé ce mouvement pour chanter entre nous ; au contraire : pour que notre peuple chante. Parce que quand les gens chantent tous ensemble et qu'on est mille à chanter, le mouvement a sa valeur et acquis une force : il a apporté aux gens ce qu'on voulait transmettre. Nous sommes allés vers les étudiants, vers les ouvriers, vers des classes sociales distinctes... »

« Nous ne voulons pas faire coûte que coûte une chanson moderne ; il faut avant tout qu'elle soit comprise et partagée par notre peuple. Ainsi nous pouvons faire une chanson avec des rythmes et des accords anciens sur un poème révolutionnaire. C'est un pas en avant. C'est le but du mouvement. »



D.L. ■